

Libération

BYE BIDEN, HI HARRIS

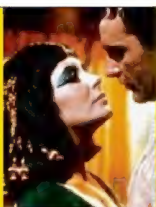
Sous pression
en raison de son âge,
le président américain
se retire de la course
à la Maison Blanche
et soutient la
candidature de sa
vice-présidente.

PAGES 6-7

Joe Biden et Kamala Harris en mars 2022. PHOTO SAMUEL CORIUM, GETTY IMAGES



M 00135 - 712 - E 2,70 €



**Drôle d'été pour
une rencontre
Cléopâtre
et Marc-Antoine,
glamour fou**

CAHIER CENTRAL, 8 PAGES

**JEUX
OLYMPIQUES
A quatre jours
de l'ouverture,
Paris tenu ?**

PAGES 2-5

**ÉRIC COQUEREL
L'élection de
Braun-Pivet,
«un scandale
démocratique»**

PAGES 8-11

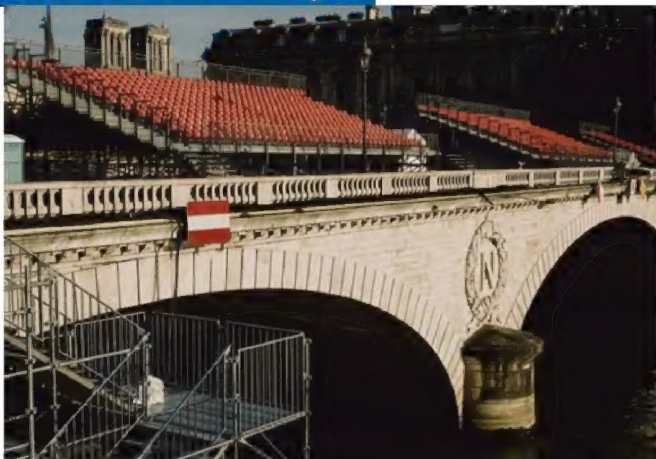
EDITORIAL

Par
ALEXANDRA
SCHWARTZBROD

Fête

Même à Paris on peine encore à réaliser que le top départ des Jeux olympiques est désormais l'affaire de quelques jours. L'actualité politique a été telle qu'elle a tout écrasé, donnant un côté irréal à cette grande fête sportive internationale appelée à être encadrée par un gouvernement fantôme. Le caractère exceptionnel de la soirée d'ouverture programmée sur la Seine, dont les problèmes de sécurité font couler beaucoup d'encre depuis que l'annonce en a été faite, a presque été effacé par le caractère exceptionnel de la dissolution de l'Assemblée nationale et les rebondissements qu'elle a entraînés. Comme si l'héritage de la Grèce antique, soudain, ne se trouvait plus tant dans les stades que dans les travées de l'hémicycle et les couloirs de l'Élysée où la tragédie se joue ces temps-ci à chaque seconde.

Quant aux Franciliens, ils se divisent en trois groupes : ceux qui ont décidé de fuir une capitale au cœur et aux artères cadénassées, ceux qui n'ont pas d'autre choix que de zigzaguer entre les interdits, et les autres qui savent le bonheur de déambuler dans une ville ripolinée et à moitié déserte, fort agréable pour qui accepte de renoncer à la voiture pour traverser la Seine. Restaurateurs et commerçants, eux, font pour l'heure grise mine : si les Parisiens sont partis, les touristes et amateurs de compétitions sportives ne sont pas encore arrivés. La France donne ces jours-ci à l'étranger une telle image de chaos que certains redoutent des annulations de dernière minute. Mais parlons que la fête, et surtout l'envie de fête, finira par prendre le pas sur la morosité et l'inquiétude ambiantes. Au fond, s'ils se déroulent sans incident majeur, ces JO arrivent au meilleur moment pour remonter le moral d'un pays qui ne sait plus où il en est, ni où il va. Il serait peut-être temps que notre classe politique s'inspire des mots mêmes du Comité international olympique pour définir un olympisme qui « se veut créateur d'un style de vie fondé sur la joie dans l'effort, la valeur éducative du bon exemple et le respect des principes éthiques fondamentaux universels ».

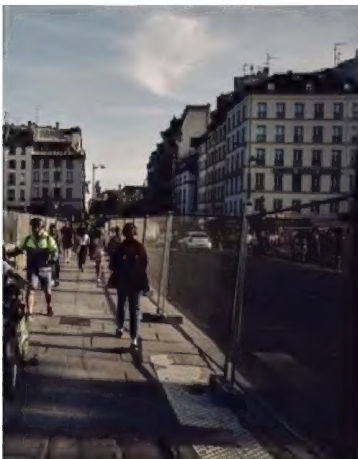


Certaines zones de la capitale sont fermées au public ou en accès restreint en prévision de la cérémonie d'ouverture et des compétitions.

JO 2024 Paris sort le grand jeu

REPORTAGE

Trafic limité, restauration d'édifices, dépollution... A quelques jours de la cérémonie d'ouverture sur la Seine, balade dans les rues de la capitale, où comité d'organisation, mairie et autorités ont tout mis en œuvre pour que le plus grand événement sportif soit une réussite.



Les forces de l'ordre parées, la sécurité privée pas tout à fait

Grâce à des primes versées et des congés imposés, les effectifs de policiers et gendarmes mobilisés pour les JO ont été remplis. En revanche, des interrogations demeurent sur le nombre d'agents du privé qui seront disponibles.

Jusqu'ici tout va bien. A quelques jours de l'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques organisés à Paris de vendredi jusqu'au 8 septembre, rien n'est pour l'instant venu troubler cet événement planétaire. Le parcours de la flamme s'est déroulé sans encombre. Chaque nouveau fait divers apporte cependant son lot de frissons. Comme quand, lundi, un militaire a été blessé par un coup de couteau gare de l'Est à Paris ou quand, mercredi, un automobiliste a foncé dans la terrasse d'un bar, dans le XX^e arrondissement. Le lendemain, un policier a été blessé au couteau près des Champs-Élysées. Des événements a priori sans lien avec l'organisation des JO.

Carences. Dans une «analyse nationale des risques» dressée par les pouvoirs publics il y a plus d'un an, 261 menaces étaient identifiées. Le plus évident étant une attaque terroriste. Mardi, le procureur national antiterroriste, Olivier Christen, a indiqué que les JO «ne font pas l'objet d'un ciblage spécifique par les organisations terroristes internationales», soulignant néanmoins la «résurgence» de la menace. Ce n'est pas le seul défi. Risque de cyberattaque, mouvement de foule lié à la mauvaise gestion des flux de spectateurs, répression d'éventuelles révoltes... Dans ce document tenu secret, dont la teneur a été effleurée dans un rapport de la Cour des comptes, «1500 contre-mesures» sont prévues par les autorités. Seront-elles suffisantes?

Le dossier qui demeure le plus épineux est le recrutement d'agents de sécurité privée. Le problème est identifié de longue date dans un secteur qui peine structurellement à recruter et surtout à proposer des conditions de travail stables. Les organisateurs ont estimé les besoins à 22 000 agents, auxquels il faut en ajouter 3900 en réserve pour faire face aux désistements de dernière minute. Interrogé par *Libé* vendredi, Marc Guillaume, préfet de la région Île-de-France, indiquait qu'il manquait encore 446 recrutements pour les besoins initiaux et 531 pour faire face au risque de faux bond, soit 977 personnes à trouver au total. Cette situation avait été anticipée dans un rapport alarmant de la Cour des comptes l'été dernier. Les magistrats financiers notaient qu'il était compliqué pour les entreprises du secteur de répondre aux appels d'offres car cet événement ponctuel est «susceptible de les mettre en risque quant à la réalisation de leurs missions de sécurisation pour le compte de leurs donneurs d'ordre habituels».

Le préfet Marc Guillaume se veut malgré tout rassurant : «On nous prédisait que ce serait impossible et qu'il faudrait faire appel à l'armée, ce ne sera pas le cas.» Une référence à la situation rencontrée par la ville de Londres, en 2012, quand un géant mondial du secteur s'était révélé incapable, à la dernière minute, de fournir près de 10 000 agents. Des militaires avaient dû être déployés en dernier recours. Stéphane Boudon, président du Syndicat national des employés de la prévention et de la sécurité, est moins confiant : «On pense que s'il y a un problème, on ne s'en rendra compte que le jour J, beaucoup d'agents, qui étaient en recherche de travail, sont recrutés pour les Jeux olympiques avec des contrats précaires et des horaires et jours de travail fractionnés, ils auront peut-être trouvé mieux ailleurs entre-temps.»

Sans en arriver à la déroute des Jeux de Londres, les autorités ont déjà été contrain-

tes d'imposer une mobilisation conséquente aux forces de l'ordre. Cet été, policiers et gendarmes ne pourront prendre que dix jours de congé, et cela en dehors de la période du 24 juillet au 11 août. En échange, les syndicats ont obtenu le versement d'une prime qui pourra aller jusqu'à 1900 euros. Cela sera-t-il suffisant pour faire face aux carences de la sécurité privée? «La question des effectifs est un faux débat, dans tous les cas, on calibre le dispositif avec les forces disponibles, analyse un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Mais là tout a été fait pour qu'il y ait le plus d'agents disponibles en achetant avec des chèques une forme de maltraitance sociale.»

Fiasco. Une autre institution a récemment rappelé aux autorités ses défaillances dans la gestion d'un événement sportif d'ampleur. Dans une décision publiée le 11 juillet, la Défenseure des droits, Claire Hédon, est revenue sur le fiasco de la gestion par les forces de l'ordre de la finale de la Ligue des champions organisée au Stade de France le 28 mai 2022. Une gestion catastrophique des flux de supporters avait provoqué la concentration de plusieurs centaines de personnes à des points d'accès.

La police avait fait usage de grenades lacrymogènes autour de l'enceinte sportive, générant des mouvements de foule. La Défenseure des droits estime notamment que l'usage de gaz lacrymogène n'était «pas absolument nécessaire ni adapté aux circonstances». Claire Hédon reproche également aux responsables du dispositif de sécurité, en face d'un public étranger, de ne pas avoir été en mesure de faire passer des consignes en espagnol et en anglais. L'autorité administrative indépendante exhortait, dans la même décision, les autorités à changer d'approche pour la gestion d'un pareil événement. On saura très vite si les leçons ont été retenues.

ISMAËL HALISSAT

Par **ÈVE SZEFTTEL**
Photos **DENIS ALLARD**

Par un papier qui traîne (ou presque), les chantiers à l'arrêt, des façades pimpantes, les arbres et massifs de fleurs à la fête après le déluge du printemps. En vue du grand jour – la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris, vendredi soir sur la Seine –, la capitale de la France s'est mise sur son 31. Et retient son souffle, en espérant que rien ne viendra gâcher la parade fluviale et des années de travail, ni attentat, ni panne informatique, ni pluie diluvienne qui ferait subitement monter le niveau du fleuve. «On est prêts, confie-t-il à quelques jours le préfet d'Île-de-France, Marc Guillaume. Maintenant, on a envie de dire : vivement que ça commence!»

Mais accueillir le plus grand événement mondial, à l'ère du «terrorisme de masse», a un prix. Depuis jeudi, les quais de Seine sont interdits à toute circulation, sauf aux titulaires

d'un laissez-passer numérique. Des barrages filtrants de gendarmes et policiers contrôlent l'accès à cette «zone grise» aussi appelée «511», pour «sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme». L'enjeu est de taille : vendredi soir, plus de 320 000 spectateurs et une centaine de chefs d'État assisteront à la cérémonie d'ouverture... ainsi que des milliards de téléspectateurs.

UN JOYEUX FOUTOIR

Quelque 35 000 policiers et 18 000 militaires sont mobilisés. «Il faut montrer du bleu», résume un gendarme frais émoulu de l'école de gendarmerie de Chaumont (Haute-Marne). Posté place de la Concorde, qui accueillera les sports olympiques, il sue à grosses gouttes sous son gilet pare-balles et lorgne vers la Seine qui scintille en contrebas. «Sécurité», la presse étrangère, n'a, pour l'instant, que ce mot à la bouche. Sur le petit pont Lustiger, entre la rive gauche et l'île de la Cité, une journaliste d'une chaîne australienne fait un chapeau. Il est

question d'une ville «traumatisée par les attentats de 2015», qui «se barricade», où circuler est un «cauchemar». En bas de la rue Saint-Jacques, c'est plutôt un joyeux foutoir, entre les vieux cargos, les scooters furax qu'on les oblige à faire demi-tour, les taxis et les touristes un peu perdus, le nez dans leur portable. Au milieu du carrefour, la garde républicaine passe à cheval, souve-

«En temps normal, on a entre 4 000 et 6 000 chantiers. Pour les Jeux, on est montés à plus de 6 000, dont un millier à l'initiative de la ville.»

Thomas Chevalandier
adjoint à la maire

raine. On se croirait dans un film de Jacques Tati.

Pourtant, la zone grise a du bon : on respire. Derrière l'hôtel de ville, les quais sont d'un calme olympien. Un papa qui promène son bébé, des joggeurs, quelques cyclistes glissant sur la chaussée où, d'ordinaire, ça bouchonne, klaxonne et empest le gaz d'échappement. Le silence est à peine troublé par des bruits métalliques en provenance du chantier de Notre-Dame ou des tribunes que des ouvriers finissent de monter. Marc, un joggeur qui s'entraîne pour le semi-marathon, lâche sans s'arrêter : «C'est extraordinaire! Quarante-cinq ans que je vis à Paris et j'ai jamais été n'importe où la ville comme ça. On ne se lasse pas de sa beauté architecturale et monumentale.»

Le centre de Paris sans voiture, entièrement rendu aux piétons et cyclistes, depuis le temps que sa maire, Anne Hidalgo, en rêve et y travaille. Depuis jeudi, tout se passe comme si ce rêve était devenu réalité. Ou du moins avait connu une forte accélération. Car depuis 2001,

le nombre de véhicules circulant dans Paris a chuté de 40% et quelque 300 rues ont été fermées à la circulation, notamment devant les écoles. En attendant la mise en place de la zone à trafic limité dans les quatre arrondissements centraux, votée lors du Conseil de Paris début juillet et bien partie pour être mise en œuvre dès l'automne, après les Jeux. La dernière version de ce périmètre visant à limiter le trafic de transit semble enfin satisfaisante le préfet de police de Paris.

«COMME DES TARÉS»

Deuxième constat, partagé avec Marc le joggeur, la ville respire. Sur le quai de Conti s'alignent les édifices restaurés avec soin : la Monnaie de Paris, la Caisse des dépôts, l'Institut de France. Plus loin, les angelots du pont Alexandre III brillent de mille feux sous le ciel bleu. Pour remporter les Jeux, la France a joué à fond la carte «Paris, plus belle ville du monde». Mais pour tenir cette promesse, il a fallu mettre les bouchées **Suite page 4**

Suite de la page 3 doubles. «En temps normal, on a entre 4000 et 6000 chantiers par an [chantiers publics et privés confondus, ndr]. Pour les Jeux, on est montés à plus de 6000, dont un millier à l'initiative de la ville», illustre l'adjoint à la maire chargé de la construction publique, du suivi des chantiers et de la coordination des travaux, Thomas Chevandier. Cet effort d'embellissement, qui a mis les nerfs des Parisiens à rude épreuve, a porté sur l'espace public, comme en témoigne la métamorphose du rond-point de la Porte Maillot, la végétalisation et les pistes cyclables (60 kilomètres d'«olympistes» reliant les sites de compétition). Sans oublier l'accessibilité, en vue des futurs Jeux paralympiques, qui se profilent fin août. «C'est ingrat car ça ne se voit pas, mais on a rendu la quasi-totalité des stations de bus accessibles», poursuit l'adjoint. «On a bossé comme des tarés pour être prêts», confirme le maire de Paris Centre, Ariel Weil, citant en exemple la restauration au pas de charge de la fontaine des Innocents, quartier des Halles. Depuis le 15 juin et jusqu'au 15 septembre, la trêve olympique s'applique aux chantiers, privés comme publics : tous ont été suspendus, sauf exception, par exemple «si un réseau de gaz donne des signes de faiblesse». Et après la compétition, «on ne va pas continuer sur le même rythme qu'avant, pour que les Parisiens profitent de l'embellissement de la ville que les Jeux ont permis», promet Thomas Chevandier. L'héritage, c'est le grand argument pour faire passer la pilule de ces innombrables chantiers, petits ou grands, à Paris comme à Saint-Denis. «C'est simple, les projets qui n'avaient pas d'héritage, on ne les a pas faits»,

résume Ariel Weil. «Tout a été pensé à l'aune de l'héritage, c'est fini les Jeux où l'on crée des immenses infrastructures qui vont permettre de faire de l'urbex ensuite», abonde Thomas Chevandier. «Il y aura un modèle de Jeux avant et après Paris, jurait samedi l'adjointe chargée de l'urbanisme, Lamia El Aaraj, lors du premier brief quotidien au Paris Media Centre installé au Carreau du Temple. On s'inscrit dans les grands enjeux du siècle.»

UNE AUTRE PLANÈTE

À Paris, une seule infrastructure a été créée ex nihilo, l'Arena Porte de la Chapelle, qui répondait à un besoin local et qui accueillera, entre autres, les compétitions de badminton et de para-haltérophilie. L'autre grand héritage, c'est la dépollution de la Seine. Après un siècle d'interruption – l'arrêt préfectoral défendant de faire trempette datait de 1923! – les Franciliens pourront s'y baigner dès l'été 2025. «Nous sommes prêts sur tous les champs et prêts à illustrer tout ce dont la France est capable quand les forces publiques et privées s'unissent», s'enthousiasme l'Elysée à une semaine du but, rappelant les pronostics de retombées économiques : entre 6 et 11 milliards d'euros et les 150 000 emplois générés par ces «Jeux à la française». On prend le métro ligne 14, direction Saint-Denis-Pleyel, au nord de Paris. Déserte en cette période estivale, la nouvelle gare est à dix minutes à pied du village olympique. Depuis jeudi, les délégations s'installent dans ce qui deviendra, après les Jeux, un nouveau quartier (2800 logements, deux groupes scolaires, des bureaux, des commerces...). Strictement gardé et dis-

simulé derrière des bâches colorées, le village, où 2 000 sportifs ont déjà élu domicile – ils seront plus de 9 000 cette semaine, avec par 5 000 coachs et accompagnants –, a l'air d'une autre planète. Dans les interstices, on peut apercevoir des voitures électriques circuler entre les hauts immeubles et le staff

technique qui pousse les chariots à bagage des athlètes. Les immeubles sont pavés aux couleurs des drapeaux nationaux : la Serbie voisine l'Inde, l'Italie côtoie l'Espagne et la Hongrie le Japon. Emmanuel Macron et Thomas Bach, à la tête du Comité international olympique, y sont attendus ce lundi.

La nouvelle passerelle qui relie, enjambant l'autoroute, le Centre aquatique olympique au Stade de France n'est pas encore ouverte : il faut emprunter le souterrain. Catherine, une habitante de Saint-Denis, est venue voir les nouvelles infrastructures «par curiosité» : elle hésite à s'y engager. À deux, on a moins peur. On ressort sur le parvis du Stade, construit pour le Mondial 1998. Avec un mercure qui frôle les 30 degrés, on ne tient pas longtemps sur l'esplanade chauffée à blanc. En attendant le coup d'envoi, dès mercredi avec la compétition de rugby à VII, des ouvriers étrangers finissent de monter les barreaux où seront vendus les produits des sponsors.

FIN DE PIGEON

Retour à Paris, aux Champs-Élysées. La statue de Charles de Gaulle toise depuis son piédestal les marchands du temple installés de l'autre côté de la «plus belle avenue du monde», la tente de Samsung et la «Wonder Avenue» du chinois Alibaba, sponsors officiels de ces Jeux. Aux Invalides, c'est Coca-Cola qui s'affiche en lettres rouges sur la façade de l'ancien siège d'Air France. En face du Grand Palais, qui accueillera les épreuves d'escrime et de taekwondo, se dresse la boutique officielle – recouverte d'un bardage bois pour faire joli. On demande quel article se vend le mieux. La mascotte? Raté! Le best-seller est un pin's de pigeon, avec la mention «Paris 2024». Bien loin devant tous les autres modèles, vendus une dizaine d'euros. Bizarre, cet engouement pour ce volatile. Haussement d'épaules de la vendeuse : «Bah, faut croire que c'est ça qui représente Paris pour les gens.»



Jeudi au Trocadéro. PHOTO DENIS ALLARD

Organisateurs et autorités sur le pont face aux menaces numériques

L'Anssi a anticipé les scénarios de cyberattaques et sécurisé les réseaux les plus sensibles, et Vignun a attiré l'attention des acteurs des Jeux sur les risques liés à la désinformation.

Logistique pour l'hébergement et les déplacements des athlètes, contrôle des accès aux enceintes sportives, gestion des résultats, animations : l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de Paris, ce sont aussi des données, des réseaux, et les risques qui vont avec. Depuis les cybercriminels mus par l'appât du gain jusqu'aux pirates d'Etat chargés d'opérations de déstabilisation, en passant par des groupes «hacktivistes» décidés à faire passer leurs messages, la menace potentielle est aussi large que protéiforme, et concerne toutes les infrastructures (de transport, de santé, etc.) nécessaires au bon déroulement de l'événement. Le précédent des Jeux d'hiver 2018 de Pyeongchang, en Corée du Sud – objets d'une cyberattaque perturbatrice mais heureusement sans effets graves, attribuée quelques mois plus tard à la Russie –, est dans toutes les têtes.

Missionnée pour coordonner la cybersécurité des Jeux, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) se dit aussi «prête» qu'il est possible de l'être. «On ne pourra pas empêcher toutes les cyberattaques, avertit son directeur général, Vincent Strubel, auprès de Libération. Le but est d'en empêcher la plupart et d'être en capacité d'endiguer, et de maîtriser les effets, de celles que l'on ne pourra pas éviter totalement.» Les attaques par rançongiciel notamment, rappelle-t-il, sont une réalité quotidienne.

Sabotage. «Nous sommes au niveau que nous espérons avoir», résume de son côté Franz Regal, directeur délégué à la cybersécurité de Paris 2024. Les premiers contacts entre l'Anssi et le comité d'organisation ont été noués il y a quatre ans et ont permis d'identifier les structures à sécuriser. Avant la préparation concrète ces deux dernières années. La dizaine d'acteurs au cœur du déroulement de l'événement (dont Paris 2024, des entités de la ville de Paris ou du ministère de l'Intérieur) ont vu leurs réseaux audités par l'Anssi. Ceux d'un second cercle (collectivités territoriales, fédérations sportives, prestataires...) ont été confiés à des entreprises de cybersécurité agréées par l'agence. Celle-ci, enfin, a accom-

pagné un dernier ensemble de structures qui interviennent plus indirectement, comme des hôpitaux, explique Vincent Strubel ; des outils, des kits d'entraînement leur ont été fournis. Au total, «près de 500 entités» ont été accompagnées, souligne le patron de l'Anssi, soit 200 de plus que la projection initiale. Il a fallu anticiper tous les scénarios possibles, y compris celui du sabotage – même si, pour l'heure, l'agence n'a pas identifié de tentative de ce type. L'enjeu technique est élevé, mais ce n'est pas le seul. Les acteurs de la filière le savent bien : les groupes hacktivistes sont familiers des revendications exagérées, sans commune mesure avec la gravité réelle de leurs actions, souvent peu techniques mais très visibles ; et à la faveur d'un emballement médiatique, une banale attaque par déni de service (saturation de serveurs sous un afflux de connexions) peut se muer en «cyberattaque massive». Au risque d'effets déléterés dans l'opinion. «Il y aura un vrai travail de pédagogie, qui ne concerne pas que l'Anssi», résume Vincent Strubel.

Une difficulté qui se pose dans des termes comparables en matière de manipulations de l'information. Vignun, l'agence publique chargée de détecter les «ingérences numériques étrangères», surveille depuis avril 2023

les campagnes sur les réseaux sociaux qui ciblent les grands événements sportifs français, explique à Libé une source gouvernementale ; la Coupe du monde de rugby a permis de roder les équipes. Et de fait, celles-ci ont déjà pu identifier des opérations visant à ternir l'image des JO, qu'elles proviennent d'acteurs russophones, sinophones ou rattachables à l'ultradroite anglo-saxonne : «Depuis un an, c'est un bruit de fond permanent», résume la même source. Si la plupart de ces campagnes n'ont eu que peu d'écho, en juillet 2023, une vidéo issue de sphères proches du président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, a réuni plus de 7 millions de vues sur X, après avoir été retweetée par des figures publiques françaises.

Guides. En amont des Jeux, Vignun a donc sensibilisé les acteurs les plus impliqués dans l'événement en leur exposant les modes opératoires et les risques de ces campagnes. L'agence a publié deux guides : l'un destiné aux entreprises, l'autre aux médias et à leurs équipes de fact-checkers. Ces derniers sont, elles-mêmes, depuis plusieurs mois les cibles d'une campagne russe baptisée «Matriochka», qui exploite, entre autres thématiques, la tenue des Jeux à Paris.

AMAELE GUITON

A Tahiti, derniers jours avant la déferlante

A une semaine du début des épreuves de surf à Teahupo'o, les organisateurs sont prêts à accueillir les délégations et le public. Mais les locaux, eux, sont partagés entre fierté et désillusion.

Vehiatua trône fièrement «au bout de la route», l'autre nom de Teahupo'o. Là où le bitume s'interrompt brutalement, comme s'il courbait l'échine devant une force de la nature plus grande que lui. La tête haute et les cheveux longs dans le vent, une statue de bronze à son effigie a été inaugurée début juillet pour rendre hommage à l'héroïne. Première surfeuse à avoir dompté Teahupo'o, Vehiatua veille désormais depuis la terre ferme sur cette vague mythique qui se forme, à 500 mètres au large, sur le récif corallien. Sous ses yeux, tout le monde s'active pour figurer les derniers détails avant le lancement de la compétition de

surf samedi à Tahiti. «Nous sommes vraiment dans la dernière étape, la décoration», raconte Barbara Martins-Nio, responsable du site olympique de Tahiti. En ce début de semaine est venu le temps de passer aux répétitions des moments phares de l'événement. Ces derniers jours, le Unu, un totem qui sert de passerelle entre les dieux et la Terre, a été inauguré aux couleurs de Paris 2024. Les anneaux olympiques, eux, se sont frayé un chemin sur le rond-point, orné lui aussi de la célèbre vague.

«Fanions»

De l'autre côté de la rivière, des tentes blanches se sont invitées au pied des montagnes verdoyantes de Teahupo'o : c'est ici que le site olympique est déployé. Steven Aiger a assisté aux derniers préparatifs depuis sa maison : «Ça bouge dans tous les sens ! Il y a eu beaucoup de va-et-vient entre les livraisons et le montage des chapiteaux. Mais les gens sont sympathiques, ils nous disent toujours bonjour.» Pour ce retraité, accueillir

les JO dans son village natal est une fierté : «C'est la première fois que les Jeux sont organisés en Polynésie. Ce n'est pas rien !»

Tous les Polynésiens ne partagent pas l'enthousiasme de Steven. Depuis le 20 juillet, Teahupo'o est divisé en deux zones, contrôlées par deux points de filtrage. À quelques jours des festivités, Randy Li Chin Foc s'inquiète pour son commerce, qui se trouve juste après le premier barrage. Le gérant du magasin Teahupo'o attend de savoir si ses fournisseurs ont pu récupérer leur laissez-passer et s'interroge sur la gestion de son stock : «Il y a aura des snacks au niveau de la fan zone et la navette ne fera pas de stop ici, donc les gens ne viendront pas jusque-là.» Sa déception est palpable : «On nous avait dit que ça ne perturberait pas notre quotidien, mais on ne se sent plus chez nous.» Une phrase qui revient souvent dans la bouche d'habitants qui ont le sentiment d'être lésés par le dispositif de sécurité et l'obligation de se munir d'un laissez-passer pour circuler.

Vehia Apuari habite dans la zone A, juste avant la rivière. «Je ne pourrais plus la traverser pour aller me baigner à la pointe. Je comprends qu'ils prônent la sécurité et on suit les consignes, mais ils le font au détriment des riverains, dit-elle, avec un grand sourire. Après, on reste Polynésien, on est chaleureux et accueillants.» Teiva, lui, vient tout juste de récupérer son laissez-passer et un drapeau pour son bateau. Pendant les vacances scolaires, il s'installe dans sa résidence secondaire au Fenua Aihere, la campagne de Teahupo'o, uniquement accessible par voie maritime : «C'est chiant ! Les gens n'ont pas envie de s'embêter à venir prendre des fanions pour pouvoir circuler. Ils veulent une vie simple comme d'habitude.» La responsable de Paris 2024 en est bien consciente : «La mairie a fait un énorme travail de recensement et de porte-à-porte pour expliquer le dispositif. Mais il n'empêche que l'on apporte beaucoup de changements dans le quotidien des gens, reconnaît-elle. Nous avons essayé de nous adapter

à tout le monde et ça a été un sacré challenge d'atteindre ce niveau de détail.» Mais la topographie de Teahupo'o, un village au pied d'un petit volcan éteint, oblige le Comité international olympique à en limiter les accès. Plus de 5 000 personnes sont attendues au bout de la route. «C'est déjà le double, voire le triple, de la population habituelle», insiste Barbara Martins-Nio. Au volant de son bateau, décoré aux couleurs de Paris 2024, Michael Vautour se veut philosophe : «C'est la fête pendant une courte période et, après, le village retrouvera sa quiétude.» Le capitaine à la barbe et aux cheveux longs habite Teahupo'o depuis 1996 et travaille comme taxi boat. Fin connaisseur de la vague, il fera partie de la flotte réquisitionnée pour les JO. «J'ai un bateau avec un certain confort, donc j'ai été choisi pour emmener le public tiré au sort au large», explique-t-il en découvrant la toute nouvelle marina où stationneront les 24 bateaux et les 20 jet-skis le temps des Jeux olympiques. Depuis

le quai Moana, David, une figure emblématique de la Water Patrol – les anges gardiens des surfeurs de Teahupo'o –, l'interpelle : «Il faut que l'on vote pour ton placement au niveau de la vague.» Il est aux manettes de la sécurité sur le plan d'eau. À la passe de Hava'a, près du monstrueux tube que l'on surnomme «la Mâchoire», l'erreur n'est qu'une option. «Chacun s'est vu attribuer un rôle en fonction de ses compétences», explique David. Moi j'aurais la baguette pour m'assurer que tout le monde joue la même partition.»

«Dame Nature»

Pour que Joan Duru, Vahine Fierro, Kauli Vaast et Johanne Defay, les quatre Bleus sélectionnés, puissent sortir leurs meilleurs tubes sur la légendaire vague, les patrons de l'équipe de France ont préféré les réunir chez l'habitant et non à bord de l'Aranui, un paquebot au large de la baie devenu un village olympique sur l'eau pensé pour les athlètes. Depuis le 16 juillet, les Français vivent dans leur bulle dans une maison à cinq minutes en jet-ski du spot. D'manche, les entraînements officiels ont débuté.

Au-delà des préparatifs logistiques, une question reste en suspens à une semaine de la compétition : la houle sera-t-elle au rendez-vous ? Pour que la réponse soit positive et que la fête soit parfaite, la cérémonie du Tavaï, censée créer une connexion entre la terre et la mer, a été organisée sur l'eau ce week-end. Les 48 surfeurs qualifiés pour ces épreuves hors normes ont formé un demi-cercle face à la terre, debout sur leurs planches. En face, des invités sont venus former un demi-cercle face à la mer. «Nous allons demander à Dame Nature de réunir les meilleures conditions pour les JO, sourit Barbara Martins-Nio. Comme toujours, c'est la vague de Teahupo'o qui aura le dernier mot.»

ROMANE PELLEN

Correspondance à Tahiti



Vahine Fierro surfe la vague Teahupo'o en mai. PHOTO SEAN M. HAFEEY, GETTY IMAGES, AFP

LIBÉ.FR

Marseille prêt pour l'épreuve olympique.

S'appuyant sur les récents événements majeurs qu'elle a accueillis, la ville s'estimait confiante à quelques jours des premières compétitions de football, dès mercredi, et de voile.

Par
ISABELLE HANNE

La pression a fini par devenir trop forte, à la hauteur des craintes grandissantes d'un raz-de-marée républicain dans les urnes, le 5 novembre. Depuis le débat télévisé désastreux fin juin face à Donald Trump, au cours duquel il était apparu hagard, faible et souvent incohérent, Joe Biden se savait attendu au tournant. La moindre gaffe, le moindre instant de confusion, de fragilité ou d'absence, et le couperet risquait de tomber. A trois mois et demi d'une élection capitale, où se jouera tout autant la survie de son solide bilan que celle, fondamentale, de la démocratie américaine, ce n'est finalement pas un nouveau faux pas du président démocrate qui a précipité sa chute. Mais la somme de toutes les peurs générées, au sein de son camp, par une campagne anémique.

«Ça a été le plus grand honneur de ma vie d'être votre président. Mon intention était de me présenter pour être réélu mais je crois qu'il est maintenant dans l'intérêt de mon parti et de mon pays de me retirer et de me consacrer uniquement à mes tâches présidentielles jusqu'à la fin de mon mandat» : dans un communiqué publié sur X, Joe Biden a annoncé dimanche qu'il abandonnait la campagne pour sa réélection, lancée en avril 2023 pour «protéger la démocratie américaine» et sauvegarder «l'âme de la nation». À l'époque déjà, une partie non négligeable des sympathisants démocrates, rebutés par son âge, ne voyaient guère d'un bon œil cette nouvelle candidature du plus vieux président de l'histoire, qui aurait eu 86 ans à la fin d'un second mandat. Mais Biden s'était entêté, fort de son bilan, d'une intime conviction qu'il pouvait battre à nouveau Trump, et du soutien de sa famille et des caciques du parti. Ceux-là mêmes qui, depuis le douloureux débat du 27 juin, l'ont progressivement lâché – en privé, le plus souvent. Dans un second message posté sur X quelques minutes plus tard, accompagné d'une photo le montrant tout souriant avec sa vice-présidente, Kamala Harris, Joe Biden a annoncé qu'il apportait «son soutien total à Kamala pour qu'elle soit la candidate de notre parti cette année».

«CHÂTEAU DE CARTES»

Sans précédent si proche d'une élection, cet abandon conclut une séquence politique extraordinaire, au sens littéral. Après avoir somnolé pendant des mois, la course à la Maison Blanche s'est emballée en trois semaines décisives, marquées par la prestation cathodique cataclysmique de Joe Biden et la tentative d'assassinat de Donald Trump, le 13 juillet. Blessé à l'oreille, le visage en sang mais le poing levé dans un geste instinctif de détermination et de défi, l'ex-président et candidat républicain a été investi, triomphant, lors de la convention conservatrice dans le Wisconsin. Dans son discours de clôture, jeudi soir, alors que bruissait la rumeur d'un retrait de Joe Biden, le milliardaire

Présidentielle américaine Biden se résigne et désigne Harris

Plombé par un débat calamiteux et la tentative d'assassinat dont Trump est sorti renforcé, lâché par son camp, le président américain a annoncé dimanche qu'il abandonnait la course. Il a adoubé dans la foulée sa vice-présidente, Kamala Harris, qui fait figure de favorite pour lui succéder.



Joe Biden et sa vice-présidente.

n'aurait jamais fait aucune allusion, ne prononçant le nom de son rival qu'à deux reprises en une heure et demie de logorrhée xénophobe et populiste – comme s'il appartenait déjà à une campagne révolue. Au fil de la grand-messe républicaine à Milwaukee, on a d'ailleurs assisté à un pivotement perceptible des attaques des orateurs de Joe Biden vers Kamala Harris, non sans y verser souvent une dose d'implicites remarques sexistes ou racistes. Pendant que son rival paraissait, pansement à l'oreille, sur la scène du Fiers Forum de Milwaukee, Joe Biden, lui, était à l'isolement dans sa maison du Delaware avec des symptômes légers du Covid-19. Cette nouvelle alerte de santé, après le «très gros rhume» invoqué fin juin pour justifier son débat raté, a-t-elle achevé de le convaincre de jeter l'éponge ? Selon les récits qui inondent la presse américaine, sa réflexion aurait surtout été nourrie par une série de récentes discussions avec plusieurs figures démocrates. A commencer par l'ancienne pa-

tronne de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. *«Mettant à profit sa connaissance de la carte électorale, des sondages et de la collecte de fonds, elle lui a fait part de son pessimisme quant à ses chances»*, dévoilait jeudi le *New York Times*. Si seulement une grosse vingtaine d'élus démocrates au Congrès (sur plus de 260) avaient publiquement exhorté Joe Biden à se retirer, dont l'influent Adam Schiff, d'habitude exprimé leurs doutes et craintes en privé. Des conversations qui, ces derniers jours, ont fuité dans les médias, signe sans doute d'une impatience grandissante face au refus du président de passer le flambeau. *«Le château de cartes est sur le point de s'effondrer»*, prédisait mercredi un élu anonyme. Le même jour, le très influent *Washington Post* faisait état de rencontres entre Joe Biden et Ha-keem Jeffries puis Chuck Schumer, respectivement patrons des démocrates à la Chambre et au Sénat. Chacun, en tête-à-tête, aurait fait part à Biden de la crainte d'une campagne filant au désastre, non

seulement pour la Maison Blanche, mais aussi pour nombre de candidats démocrates au Congrès ou à un poste de gouverneur. Le lendemain, le *Washington Post* relayait, à partir de sources anonymes, les doutes de Barack Obama, figure tutélaire du parti, sur la «viabilité de sa candidature» de son ancien vice-président de 2009 à 2016.

CAMPAGNE MORIBONDE

Pour tenter de redonner du souffle à sa campagne, Joe Biden avait bien mis sur la table une litanie de nouvelles promesses aux accents progressistes (annulation de la dette médicale, revalorisation des petites retraites, plafonnement des augmentations de loyers) soufflées par le sénateur du Vermont Bernie Sanders, qui lui avait renouvelé son soutien. Mais les enquêtes d'opinion n'ont décelé aucun élan, deux tiers des démocrates estimant même qu'il devait céder sa place, selon un sondage Associated Press publié mercredi. Certains gros donateurs, de Wall Street à Hollywood,

se faisaient eux aussi de plus en plus explicites, menaçant de retirer leurs billes sans retrait du Président. Or, dans les campagnes américaines, l'argent est le nerf de la guerre. Celle de novembre s'annonce déjà comme la plus coûteuse de l'histoire des États-Unis. La décision de Joe Biden plonge son parti dans une certaine incertitude, si près de l'échéance électorale. Les démocrates ont désormais jusqu'à la convention nationale, mi-août, pour succéder sur la personne qui lui succédera pour défier Donald Trump en novembre. On imagine mal, toutefois, comment l'investiture pourrait échapper à Kamala Harris. Adoubée par Joe Biden, la vice-présidente compte de nombreux atouts pour redynamiser une campagne moribonde, à commencer par son intense activité des derniers mois sur le dossier de l'avortement, très mobilisateur chez les démocrates et les indépendants, les femmes en particulier. *«C'est la convention qui désigne le candidat, et non les primaires, rap-*



Kamala Harris, à Philadelphie le 29 mai. PHOTO YURI GRIPAS, THE NEW YORK TIMES, REDUX-REA

pelle la politologue de la Brookings Institution Elaine Kamarck. *Les primaires permettent d'élire les délégués à la convention, mais l'autorité légale pour choisir le candidat du Parti démocrate, ou d'ailleurs du Parti républicain, n'est pas les primaires, mais les délégués qui votent à la convention.* Les candidats à la nomination démocrate peuvent ainsi mettre leur nom en jeu pour représenter le parti. Ils devront faire une campagne éclair pour obtenir l'allégeance d'une majorité des quelque 4000 délégués.

Au-delà des tractations à venir pour le remplacer, du casse-tête procédural qui attend les cadres du parti, et quelle que soit l'issue de l'élection de novembre, la prochaine investiture, en janvier 2025, marquera l'épilogue de la carrière politique de Joe Biden. Figure incontournable de la vie publique américaine pendant plus d'un demi-siècle, avec une existence ponctuée de drames et de renaissances, il a incarné, avec ses lunettes de soleil aviatrice, une certaine trajectoire américaine dont

il n'était ces dernières semaines que l'ombre fatiguée.

DÉFIS ET BLESSURES

Plus vieux président de l'histoire des États-Unis lors de son entrée en fonction, en 2021, il est le plus jeune sénateur américain lors de sa toute première élection, pour représenter le Delaware à la Chambre haute du Congrès en 1972. Un mois plus tard, à tout juste 30 ans, il perd sa femme et leur fille dans un accident de voiture, le laissant seul avec ses deux fils. L'aîné, Beau, devenu procureur général du Delaware, meurt d'un cancer du cerveau en 2015. Le cadet, Hunter, a connu des problèmes d'addiction et a été reconnu coupable mi-juin de détention illégale d'arme à feu alors qu'il était consommateur de crack – il encourt une peine de prison qui reste à déterminer.

Né dans la petite classe moyenne de Pennsylvanie, avec un père vendeur de voitures d'occasion et une famille en difficulté financière, il avait su séduire les électeurs de la

classe ouvrière dans les États clés de la Rust Belt, capturés par Trump en 2016. Sa fidélité sans faille envers Barack Obama, premier président noir des États-Unis dont il fut «VP» pendant ses deux mandats, lui avait gagné le respect de nombreux Afro-Américains, qui s'étaient massivement mobilisés en sa faveur en 2020. Lors de sa première campagne, il avait plusieurs fois laissé entendre qu'il ne ferait qu'un seul mandat présidentiel, et que sa colistière Kamala Harris pourrait être sa dauphine en 2024. Con vaincu qu'il était le seul à même d'empêcher Trump de revenir à la Maison Blanche, conforté par une poi-

gnée de proches ultra loyaux et par son clan familial, il avait, en cours de route, changé d'avis.

A son arrivée au pouvoir, Joe Biden avait récupéré une nation très polarisée, laminée par la crise du Covid-19 qui avait mis l'économie américaine en récession, et secouée par des mois d'une protestation historique contre le racisme et les brutalités policières. Les États-Unis du président sortant sont aujourd'hui parvenus à relever une série de défis et à panser certaines blessures de l'ère Trump. Avec ses «Bidenomics», ses politiques économiques, le taux de chômage est revenu au plus bas et la croissance a été revue à la hausse. Le pays a mis en place une relance dans la rénovation des infrastructures (promise, en vain, par son prédécesseur républicain pendant tout son mandat) et repris la main sur des secteurs clés grâce à des grands plans d'investissements comme l'Inflation Reduction Act pour accélérer la transition énergétique et faire face au changement climatique, ou le Chips Act,

pour relocaliser la fabrication des semi-conducteurs.

Après avoir fait de Washington le plus grand allié politique, militaire et financier de l'Ukraine dès l'invasion russe, après avoir remis les États-Unis au premier plan international après les désengagements de Trump, Biden était, ces derniers mois, plombé dans les sondages pour son soutien à Israël, qui faisait redouter la démobilisation d'une partie de l'électorat démocrate. Et notamment la jeunesse, ulcérée par l'appui de Washington au déchaînement de violence israélienne contre Gaza. En renonçant à briguer un second mandat, Joe Biden offre aussi davantage de flexibilité à celle ou celui qui le remplacera, lui permettant de revendiquer les aspects élogieux du bilan du Président tout en prenant ses distances avec les plus problématiques. Un atout qui pourrait s'avérer précieux pour remobiliser la coalition très hétérogène (jeunes, femmes, minorités...) qui avait porté Biden au pouvoir en 2020, et Barack Obama avant lui. ♦

LIBÉ.FR

Profil : Kamala Harris, de l'ombre à la lumière

Soutenue par Biden, la vice-présidente démocrate est aujourd'hui la favorite pour reprendre le flambeau et affronter Donald Trump le 5 novembre.

Recueilli par

ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER

Deux semaines après le deuxième tour des législatives, la France n'a toujours pas de nouveau gouvernement, mais la nouvelle Assemblée nationale, après trois jours d'élections et de deals, a une nouvelle organisation. Une alliance de l'ex-majorité présidentielle avec La Droite républicaine (DR, ex-LR) a permis, entre autres, la réélection jeudi de la macroniste Yaël Braun-Pivet au perchoir. Mais le lendemain, le Nouveau Front populaire (NFP) a remporté la majorité absolue au sein du bureau de l'Assemblée. Et samedi, seules deux présidences de commission (sur huit) sont revenues au NFP, dont celle, stratégique, des Finances. L'insoumis Eric Coquerel (Seine-Saint-Denis) y a été réélu face à la députée DR Véronique Louwagie, soutenue par les macronistes qui sont allés contre l'usage voulant que le groupe déclaré comme majoritaire ne prenne pas part au scrutin. Ceux-ci ont aussi perdu le poste de rapporteur général du Budget, qui revient au député Liot Charles de Coursion.

Pour la première fois, les deux postes clés de la commission des finances sont occupés par des députés déclarés de l'opposition, que cela va-t-il changer ?

La commission des finances sera au cœur du réacteur avec un président de la commission qui est traditionnellement de l'opposition et, pour la première fois, un rapporteur qui ne sera pas du côté du gouvernement. Pour le gouvernement, si toutefois c'est le même gouvernement qui vient devant nous et non pas un gouvernement du NFP comme on l'espère, cela va être encore moins simple d'aborder cette commission à un moment où chacun convient que le vrai texte politique des prochains mois sera le budget. Cette situation baroque est due au choix des différents groupes présidentiels de participer au vote du président de la commission des finances et d'essayer d'imposer le choix d'une opposition qui leur convenait. Cette configuration ouvre une possibilité positive, celle d'avoir un rôle encore plus important du Parlement. Lors de la dernière législature ont été votés dans ma commission des amendements qui modifiaient le budget. Ce mouvement va être encore plus important. Le Parlement peut montrer qu'il transforme en profondeur le budget et cela sera plus compliqué pour le gouvernement d'assumer de ne pas tenir compte de ces changements, vu qu'il est très minoritaire. **Pour la première fois aussi, quasiment tous les députés déclarés de la majorité ont rompu l'usage de ne pas participer au vote pour la présidence de cette commission. Qu'en pensez-vous ?**

Je dénonce ce choix. C'est une première extrêmement grave qui revient sur l'esprit même de la loi, constitutionnelle, qui donne la présidence de cette commission à l'opposition, tout cela pour valider un accord entre les groupes présidentiels et Les Républicains. Heureusement que cela n'a pas marché ! Au moins l'honneur de l'Assemblée et de la démocratie parlementaire est respecté. Si cela avait fonctionné, c'en était fini de cette règle qui veut que ce n'est pas la majorité qui choisit ses opposants. Pour ma part, si le NFP était appelé à gouverner, je me suis engagé à démissionner de la présidence de cette commission puisque je ne serai plus dans l'opposition. Chacun comprendra que là, on atteint un niveau de déni démocratique terrible. Ce qui est paradoxal, et montre la cécité des macronistes, c'est qu'ils l'aient tenté alors qu'ils n'ont plus aucune majorité. Ils l'ont tenté car ils s'étaient encore majoritaires. Ils ont manifestement du mal à comprendre que ce n'est plus le cas.

Cela avait pourtant marché jeudi avec l'élection de Yaël Braun-Pivet à la prési-

Eric Coquerel «Adieu la gestion autoritaire et partisane de l'Assemblée»

Le député LFI, réélu samedi au poste clé de président de la commission des finances, se réjouit de la majorité absolue du Nouveau Front populaire au bureau du Palais-Bourbon.

dence de l'Assemblée. Considérez-vous toujours que c'est un «vol vis-à-vis des Français et du suffrage universel» ?

C'est le cas, mais cela n'a pas marché entièrement puisque M^{me} Yaël Braun-Pivet est depuis vendredi soir minoritaire dans son bureau. C'est un élément absolument décisif, puisque la majorité du bureau est désormais composée de députés du NFP. Adieu les sanctions répétitives et injustes. Adieu les décisions prises pour empêcher que les propositions de loi viennent devant l'Assemblée au nom de l'article 40 avec des méthodes pour le moins problématiques. Adieu la gestion autoritaire et partisane de l'Assemblée. M^{me} Braun-Pivet, de fait, n'a plus la possibilité d'imposer son point de vue à l'Assemblée nationale.

Que pensez-vous de l'accord conclu entre DR (le groupe de LR) et l'ancienne majorité présidentielle ?

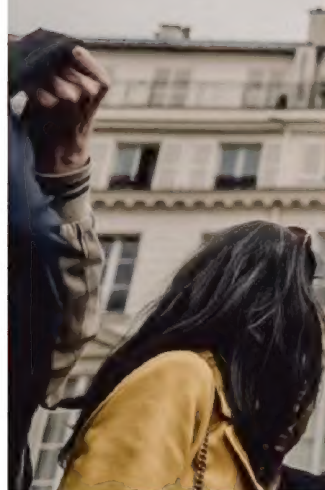
C'est l'inverse de ce qui a été dit jeudi par Yaël Braun-Pivet, qui a déclaré avoir «compris le vote des Français». Non, ils ne l'ont pas compris, puisque, pour garder la présidence de l'Assemblée, ils étaient prêts à un marchandage qui ne concerne pas le fond, pas un projet gouvernemental, mais uniquement des postes qui bénéficient à un groupe DR de 47 députés pour sauver le pouvoir de la minorité macroniste. Ce marchandage reflète-t-il le vote de ceux qui ont élu des députés macronistes, voire LR, pour battre des députés RN ? Non ! C'est une manière de dégoûter les gens de la politique. Vendredi matin, ils ont proposé au NFP, avec ses 193 députés, un seul poste de vice-président et trois en tout au bureau de l'Assemblée, contre deux vice-présidences et quatre postes aux seuls DR en vertu du marchandage. Ils ont accepté nos électeurs et, vendredi, ils voulaient nous sous-re-

présenter pour un accord de ce type ! Cela n'a heureusement pas marché.

LFI a déposé un recours devant le Conseil constitutionnel contre la participation au vote pour la présidence de l'Assemblée de 17 ministres démissionnaires siégeant comme députés. Cela peut-il aboutir ? Il fallait, au moins par principe, le déposer. C'est lunaire. La V^e République édicte la séparation des pouvoirs, or 17 ministres démissionnaires votent et font la différence. Il s'agit d'un scandale démocratique. Dans ma commission, des ministres, comme Guillaume Kasbarian, ont participé au vote du président de la commission, tentant de décider quelle opposition ils voulaient !

Le Rassemblement national (RN) n'a pas de poste clé à l'Assemblée, certains dénoncent un déni de démocratie...

Soyons clairs. Tous les députés RN élus ont le droit d'exercer toutes les prérogatives d'un parlementaire, c'est pareil pour le groupe évidemment représenté à la conférence des présidents. C'est pareil dans les commissions. En revanche, comme pour gouverner, c'est un choix politique que de laisser ou non la possibilité au RN de représenter l'Assemblée, ce que font des vice-présidents, alors même qu'une large majorité d'électeurs ont choisi de dresser un cordon républicain. Mais de toutes façons, ce cordon a été refusé par les groupes présidentiels et ne s'est donc pas appliqué. La seule raison pour laquelle le RN



RUFFIN TACLE LA «NULLITÉ» DE LA GAUCHE

Comme s'il était redevenu un «simple» journaliste, le pourtant toujours député François Ruffin, en rupture avec LFI, s'est prêté dimanche, dans une vidéo postée sur X, à un exercice de pur commentaire politique : «La gauche, quelle nullité quoi !» y lance le fondateur de Fakir, accusant les partis qui peinent à se mettre d'accord sur un nom pour Matignon de ne pas vouloir «gagner» : «Ça recommence. Ils ont été nuls pendant deux ans, ils ont été nuls pendant les six mois de campagne européenne. [...] Je me dis même maintenant, ils aiment perdre», tacle-t-il, en expliquant que l'abrogation de la retraite à 64 ans serait déjà un acte suffisamment significatif pour justifier de prendre le pouvoir.

Le député LFI Eric Coquerel (au centre), le 1^{er} juillet à Paris. PHOTO DENIS ALLARD



n'est pas au bureau, c'est que la totalité de ses voix ne lui suffisait pas pour avoir un poste. **La préparation de la prochaine loi de finances est largement perturbée par la situation politique. Le gouvernement démissionnaire devrait-il cesser de la préparer ?**

Je ne vois pas très bien comment il peut préparer un texte aussi politique. Je vois que la tentation va être grande de remettre en place un gouvernement de la même couleur politique que celui qui a été battu. Je continue à le contester en disant qu'il faut un gouvernement NFP, mais il semble impossible qu'un gouvernement démissionnaire et intérimaire dépose un budget.

Le NFP ne s'est toujours pas accordé sur le nom d'un Premier ministre. Êtes-vous favorable à un vote, comme le propose le PS ?

Non. Dès lors que vous décidez que c'est un vote de tous les députés, vous entrez dans une logique où des blocs peuvent éliminer d'autres blocs. Un parti, le PS, a déjà dit qu'il mettait un veto sur le fait que le Premier ministre puisse être issu de LFI, il suffirait alors que trois groupes se mettent d'accord pour éliminer le quatrième. À partir du moment où vous le faites pour un Premier ministre, il n'y a aucune raison de ne pas le faire pour tous les sujets. Vous pouvez ainsi éliminer une des composantes essentielles de l'alliance. Dans ce cas, il n'y a plus d'alliance possible. C'est **Suite page 10**

Il est temps que les partis politiques comprennent la logique parlementaire

Par **THOMAS LEGRAND**
Chroniqueur politique

Insoumis, socialistes, écologistes et communistes doivent choisir: gouverner en tentant de s'ouvrir très largement au centre dans un esprit de compromis, ou renoncer pour ne pas dénaïver le programme du Nouveau Front populaire (NFP) et s'inscrire clairement dans l'opposition. Ils peuvent aussi se séparer. L'entre-deux actuel n'est pas honnête. L'attitude du NFP consistant à revendiquer le pouvoir sans en avoir les moyens en sièges, et sans même arriver à se mettre d'accord sur un nom de Premier

ministre potentiel, tout en s'insurgeant contre un «*déni de démocratie*» parce que l'ancienne majorité défaite s'accorde avec la droite, ne correspond pas du tout à la logique parlementaire dont, par ailleurs, la gauche se réclame. De même l'extrême droite peut choucher, se victimiser, son isolement n'est pas le fait, là non plus, d'un «*déni de démocratie*» mais le résultat politique de son inféquentabilité. Personne ne veut s'associer à l'extrême droite, aucune majorité ne se dégage pour lui confier des responsabilités. Les raisons sont idéologiques, tout à fait respectables. C'est à l'extrême droite de s'interroger

sur les racines profondes, historiques et philosophiques, de son isolement.

L'intérêt de la logique parlementaire, c'est la clarté. Il est vrai que pour l'instant, ça ne se voit pas vraiment. C'est même plutôt une déplorable impression de foutoir qui domine. Aussi les mouvements politiques et leurs leaders, au sein d'un Parlement

digne de ce nom, ne peuvent pas jouer sur plusieurs tableaux. Il faut choisir. Soit on est dans la majorité, soit on est dans l'opposition. On peut être dans la majorité parlementaire sans souhaiter participer à l'exécutif, c'était le cas des communistes lors du Front populaire

de 1936. On peut être dans l'opposition, c'est-à-dire que l'on s'oppose au budget et à la plupart des projets de loi (d'origine gouvernementale) ou des propositions de lois (d'origine parlementaire), sans s'interdire, le cas échéant, de voter tout ou partie d'un texte issu de la majorité, par exemple après avoir fait adopter des amendements.

Mais avant d'en arriver à la clarté des positionnements, il y a cette période de flottement qui nous stupéfie en France, où nous avons l'habitude des majorités hégémoniques. Cette fois-ci, pas de bloc dominant, donc, avant la formation d'un gouvernement responsable devant l'Assemblée, il y a nécessairement cette phase pendant laquelle les groupes parlementaires se forment, établissent des relations, désignent les présidences de l'Assemblée et des commissions, et autres postes à responsabilités au sein de la chambre. On peut considérer que c'est de la tambouille politique (il y en a), de petits arrangements peu glorieux (il y en a), des trahisons et des ruses de couloirs (il y en a), mais à la fin, il faudra bien que se dégage une majorité absolue ou relative importante. Il se peut que ce soit une majorité relative courte qui, pendant au moins une année, le temps que le Président retrouve son droit de dissolution, ne puisse pas faire grand-chose.

Que la gauche entende gouverner seule avec son petit tiers de l'Assemblée, que les macronistes atrophiés et la nouvelle droite réduite prétendent, du haut de leurs deux défaites, inventer des arcs républicains, des cercles de la raison pour pallier leur situation minoritaire, que l'extrême droite, puissante mais seule pour de bonnes raisons, pleurniche, voilà bien la preuve que nos politiques ne sont pas mûrs pour le parlementarisme. Ils ont des attitudes issues d'une logique des blocs et d'affrontement dépassée. Malgré les institutions faites pour entretenir cette logique qui avait sa cohérence (une nécessaire stabilité) à l'époque où elle avait été imaginée, il y a un peu plus de cinquante ans, les électeurs, dans leur intelligence collective, ont dit en 2022 et plus encore en 2024: «Entendez-vous, négociez, faites des compromis.»

Après l'été, après les Jeux – soyons optimistes – et devant l'urgence d'élaborer un budget, ayant constaté que leurs arrière-pensées présidentielles nuisaient à tous, sauf sans doute aux tenants des solutions autoritaires, peut-être qu'assez de forces politiques finiront par faire ce que font toutes nos démocraties voisines: des compromis. ♦

BILLET

Suite de la page 9 une fausse bonne idée. Je ne vois pas d'autre moyen que de continuer à chercher une solution consensuelle. C'est comme cela qu'André Chassaigne a été choisi: les quatre ne se sont pas accordés sur un nom, mais, à un moment donné, personne a minima ne s'oppose à ce nom.

La diplomate Laurence Tablana a dit jeudi à l'AFP qu'elle était prête à appliquer une «politique de gauche» et «non pas chercher un barycentre». Continuez-vous à vous opposer à cette candidature?

Ce qui est problématique, c'est d'avoir quelqu'un qui fasse le tri dans nos mesures. On doit trouver quelqu'un dont la garantie politique – et il est mieux que ce soit l'une des parties prenantes signataires de cet accord – nous assure que le programme sera respecté. Je ne vois pas comment, au-delà de toutes ses qualités personnelles, elle peut être à ce stade la personne idoine. Il faut continuer à chercher.

Considérez-vous, comme vendredi, qu'il n'y a pas «tant d'urgence» à trouver un Premier ministre?

C'était avant l'élection du bureau de l'assemblée. Cette élection a confirmé que nous représentions un bloc majoritaire et solidaire. Cela justifie de remettre la pression immédiatement sur Macron pour qu'il choisisse un Premier ministre du NFP. L'hypothèse Huguette Bello n'est pas définitivement abandonnée. Cela reste une solution idéale, une personne habituée à gérer un exécutif qui, elle, se réfère entièrement au programme, qui est de tous les combats antiracistes...

Certains de vos alliés au NFP pensent que, chez LFI, vous ne voulez pas gouverner, en tout cas, pas tout de suite...

C'est un procès d'intention qui n'est pas entendable pour la principale force de gauche, qui a réussi à remettre la gauche en selle sur un programme de rupture. C'est bien pour gouverner le pays, nous avons toujours été de ce côté-là. Nous venons d'ailleurs de le prouver à l'Assemblée avec l'élection, au nom du NFP, de deux vice-présidentes et d'un président de commission. ♦

La version initiale de cet entretien a été réalisée et publiée sur le site vendredi, celle-ci a été réactualisée dimanche au lendemain de l'élection d'Eric Coquerel comme président de la commission des finances.



Boris Vallaud (au premier plan) et Olivier Faure (au centre), jeudi à Paris. PHOTO ALBERT FACELLY

De la réhabilitation à l'option Matignon, le pari socialiste d'Olivier Faure

En poste depuis 2018, le premier secrétaire reconstruit petit à petit l'assise du PS. Mais une partie de ses troupes réfléchit désormais à tourner une nouvelle page.

Assis sur la banquette arrière, Olivier Faure écoute sans se dévolder. Depuis bientôt vingt minutes, le chauffeur de taxi, un ancien militant socialiste, lui parle du parti sans savoir qu'il s'adresse à son premier secrétaire. «*Le mec ne l'a pas reconnu, s'amusa un proche*

de Faure en 2022, un an après la scène. Aujourd'hui, ça n'arrive plus. Mais Olivier, il est dans la vie réelle, c'est ce mec normal, qui promène son chien à 22 heures et emmène ses enfants à l'école. Celui dont on ne se méfie pas, mais qui gagne parfois à la fin. Pendant les négociations du Nouveau Front populaire sur la personnalité à désigner pour Matignon, son nom a été cité. Ses soutiens l'ont tellement voulu qu'ils y ont cru. «*Qui d'autre ?*» Interrogèrent des socialistes fiers d'eux, confiants comme des gagnants. «*Ça ne peut être qu'Olivier*», assuraient ses deux lieutenants Pierre Jovet et Sébastien Vincini, dans un restaurant proche de

l'Assemblée, au début des discussions. Assis à la même table, le maire de Marseille, Benoît Payan, et le député Arthur Delaporte opinèrent.

«ON ÉTAIT LES PESTIFÉRÉS»

On en aurait presque oublié que, quelques semaines plus tôt, y compris parmi ses plus proches, certains ont douté. Cette nuit-là, des socialistes épuisés par les négociations qui ont donné naissance au NFP bataillent pour arracher des circonscriptions aux insoumis. Benoît Payan, Pierre Jovet et Sébastien Vincini ne veulent rien lâcher et redoutent que leur chef ne cède. À l'aune des 14% de Raphaël Glucksmann aux

européennes, ils demandent 205 circonscriptions. Les insoumis en proposent 155. L'accord est finalement scellé à 175 circonscriptions. «*Il avait peur de faire échouer l'accord pour une poignée de circonscriptions*», justifie l'un des négociateurs. «*Il est trop prudent*», jugeait un ex-socialiste quelques jours avant la victoire du NFP. Il est trop lucide sur la faiblesse du parti pour avoir de l'audace, de la folie. Pour lui, l'essentiel est de survivre, mais ça ne suffit pas. Tout le monde est maintenant à peu près d'accord sur le fait qu'il faut que ce soit [Boris] Vallaud. Pressé de toutes parts, le président du groupe PS à l'Assemblée a commencé à

s'imaginer à la tête du parti. Beaucoup, alors, considéraient qu'Olivier Faure avait cristallisé trop de rancœurs pour continuer, à tort ou à raison. «*Je sais tout ce qui se raconte sur moi puisque chacun me répète ce que dit l'autre : qui dit que je suis mort, crémé, fini...*», sourit aujourd'hui le Premier secrétaire. *Je ne leur en veux pas, c'est la nature humaine. Je ne suis pas malhousien, c'est très bien que chacun s'affirme. Peut-être qu'un jour j'aurai un coup de retard. Forcément, viendra un moment où je ne serai plus là. Mais ça fait six ans qu'ils essaient de me dégonfler non-stop et pour l'instant je tiens.*»

Il tient, mais il n'est pas devenu Premier ministre pour autant. «*Il y avait un chemin, mais très étroit*», analyse-t-il. Mais toujours premier secrétaire, il a changé de stature. «*Il y a quatre mois, c'était inimaginable de m'imaginer Premier ministre. Vous m'auriez dit : "mais tu rigoles", affirme Faure. Aujourd'hui, je peux arriver dans la cour de l'Assemblée et dire que je suis prêt sans que ça rétienne personne.*» Et en même temps, derrière lui, c'est tout le PS qui s'est renforcé malgré les difficultés du NFP. «*On était les pestiférés*», se rappelle-t-il face à quelques journalistes. *Vous avez mis du temps à changer de vision. Nous-même, on ne savait pas si on retrouverait du crédit.*» Jusqu'au-delà des rangs du PS, beaucoup jugent que le temps des socialistes est revenu. Mélenchon n'est pas éternel et son mouvement, divisé, abîmé. Et les écoles ne sont pas parvenues, comme ils



À l'époque, beaucoup de socialistes dénonçaient la soumission du PS. Mais au même moment, des proches de l'insoumis s'inquiétaient au contraire de le voir redonner un destin à ce parti honni. Et les socialistes, en effet, sont redevenus audibles. Deux ans plus tard, les 14% de Raphaël Glucksmann aux européennes donnent encore raison à Faure, qui avait poussé l'essayiste à la tête de la liste PS en 2019, contre l'avis de beaucoup. Le risque d'effacement, toujours. Certes, le résultat est aussi celui de l'eurodéputé mais un mois plus tard, aux législatives, le PS est encore sorti renforcé. Certes encore, ce résultat-là est aussi celui du front républicain, mais d'étape en étape, prudemment, Faure reconstruit.

«Olivier est un hollandais, analyse un proche du député de Seine-et-Marne. Il sait être là au bon moment. À la fin, l'essentiel, c'est d'être le seul debout. Personne n'a voté Hollande avec passion. C'était un choix de raison.» Ce que certains ont pris pour sa faiblesse a fait sa force. «Son truc, ça est exister pour perdurer, il est prudent et patient, abonde Jean-Christophe Cambadélis, son prédécesseur à la tête du PS. Il n'est pas mauvais, c'est moi qui l'ai formé.»

IL A UNE VIE INTÉRIEURE RICHE

Sur la sellette, Olivier Faure est devenu candidat à Matignon. La logique du PS, qui a toujours envoyé ses premiers secrétaires au combat. À tous ceux qui viennent le voir avec un peu d'ambition, Hollande répète à chaque fois : «Prenez le parti.» Même l'ancien président, qui a été élu député dans le cadre de la stratégie unitaire d'Olivier Faure, qu'il n'a cessé de déplorer, a soutenu sa potentielle candidature à la tête d'un gouvernement Nouveau Front populaire. Malgré les désaccords, malgré le mépris de François Hollande pour son successeur et l'agacement de Faure envers son prédécesseur, les deux socialistes échangent parfois. Ni l'un ni l'autre ne sont de ceux qui se laissent envahir par la rancœur. «Il est comme moi, on parle à tout le monde, même si on s'est mis des gongs le matin», résume le député de Seine-et-Marne.

Entre 2000 et 2007, ils ont travaillé côte à côte à Solférrino. Faure est alors l'adjoint de Stéphane Le Foll, directeur de cabinet de Hollande, à la tête du PS. «Il se faisait un peu écraser par les grands pieds de Le Foll», s'amuse l'ancien chef de l'Etat. Sérieux, habile, mais jamais

celui qu'on remarque en premier, promis à un éternel second rôle.

En 2018, un an après l'effondrement du PS, il est élu alors que personne ne veut assumer la fonction, pas même lui. «J'en n'avais pas envie», admettait-il juste après sa réélection à l'Assemblée, en 2022. Le socialiste reprend le parti avec quelques lieutenants, toujours présents aujourd'hui, et une obsession : l'union. Depuis maintenant six ans, et alors que certains lui reprochent une forme de souplesse politique, Faure répète avec constance que la gauche gagnera unie, sans hégémonie. En face, des socialistes encore figés dans le temps de leur grandeur passée observent avec mépris ce chef un peu vapoureux qui, avant de répondre à une question, laisse souvent un long silence en tirant sur la cigarette électronique qui est devenue son prolongement.

«Il a une vie intérieure très riche», résume, énigmatique, des proches qui admettent eux-mêmes ne pas tout à fait le cerner.

«À chaque étape de ma vie, les choses se sont présentées et je me suis dit "si je suis le mieux placé je prends mes responsabilités, faut se remuer un

peu", mais j'avais rien programmé, assurait-il il y a deux ans. Si on m'avait dit que je serais un jour député, j'aurais halluciné. Quand j'ai commencé aux PS, ma mère m'a dit : "Mais tu ne seras jamais élu, tu n'es pas français". Je n'avais aucun com.» Il racontait alors son enfance en périphérie d'Orléans, dans un de ces pavillons en briques, fait de maisons mi-toyennes, élevé par une mère infirmière d'origine vietnamienne et un père inspecteur des impôts. «Ça a été dur, se souvenait-il à propos de ses débuts à la tête du PS. Pour eux, j'étais le Petit Chose. Beaucoup considéraient que j'étais là par effraction, que j'étais une anomalie.»

LE CHARISME, ÇA SE TRAVAILLE

En 2022, pendant la campagne présidentielle, certains président sa chute. «On va le foutre dehors», promet Anne Hidalgo, la candidate, qui considère qu'il ne l'a pas soutenue et lui voue une haine tenace. Faure ignore, comme s'il ne remarquait même pas. Tout «lui glisse dessus», racontent ses proches. Mais en fin de campagne, le premier secrétaire est inquiet. «Les décisions se prennent

sans moi, je n'explique plus rien, se désolait-il. Après la présidentielle, ce sera le moment de reconstruire mais je ne sais pas si on me laissera faire.»

Pourtant, sur les cendres de la présidentielle, Faure réanime le PS. «Quand il est menacé, il fend l'armure, quand il faut y aller, il y va, et il entraîne», loue aujourd'hui Clémentine Autain. En construisant la Nupes, le socialiste concrétise enfin ce pour quoi il plaide depuis des années. A gauche, on parle d'une «révélation Faure». «Il renait», commente alors Jean-Luc Mélenchon. Depuis, le premier secrétaire s'est habitué à la reconnaissance, aux applaudissements et aux remerciements. Comme à chaque fois, il a commencé à imaginer l'étape suivante, sans se précipiter. «Il est un candidat légitime pour 2027, ça ne relève que de lui», disait le président de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, il y a quelques mois. «Il sait qu'il n'est pas un tribun, et alors ? Interrogeait un cadre du PS. Le charisme, ça se travaille. Il ne fait pas de fautes, il est pondéré, avec des convictions, il a du courage. Et c'est le meilleur tacticien.»

CHARLOTTE BELAÏCH

l'espéraient, à prendre la place des socialistes. C'est d'ailleurs parce qu'ils se méfient aujourd'hui du retour de leur hégémonie qu'ils ont refusé d'arbitrer à leur profit, face aux insoumis, tout au long des négociations. «Les socialistes, tu les mets dans un bocal, tu fermes, tu penses qu'ils vont s'asphyxier mais dès que tu rouvres, ils ressortent», résume souvent un cadre écolo.

IL SAIT ÊTRE LÀ AU BON MOMENT

Avec la fierté, l'arrogance socialiste perce à nouveau. «On a gouverné nous, on ne parle pas d'une arrivée de boudistes là», répétaient les cadres du parti pendant les négociations sur Matignon. Les débuts de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) sont loin, quand ils étaient impressionnés par les insoumis, ces durs, purs, qui savent remplir une salle à peu près n'importe où.

À l'issue de la dissolution, les députés socialistes sont deux fois plus nombreux qu'en 2022, quand la réhabilitation du PS a commencé. Comme les rois thaumaturges, au contact de ses anciens camarades, Mélenchon les a lavés du soupçon de la trahison et réancrés à gauche.

«Forcément, viendra un moment où je ne serai plus là. Mais ça fait six ans qu'ils essaient de me dégommer non-stop et pour l'instant je tiens.»

Olivier Faure

Les informés

de franceinfo,
du lundi au vendredi
de 20h à 21h

1h de décryptage
et d'analyse

franceinfo
chaque lundi
avec

Libération



LIBÉ.FR

Trois semaines après la mort de Amar Slimani, sa famille toujours en quête de réponses

«Amar est mort.» La vie de Rachid Slimani bascule. Nous sommes le mercredi 30 juin. Il reçoit un coup de fil d'une connaissance lointaine pour lui annoncer le pire. Son petit frère a été tué la veille par un policier hors service, qui lui a tiré six balles dans le corps à Bobigny (Seine-Saint-Denis). «Libération» a rencontré le frère aîné de la victime. PHOTO DR



Le port d'Hodeïda après la frappe israélienne qui a fait six morts, trois disparus et 80 blessés, samedi. PHOTO HOUTHIMILITARY MEDIA, REUTERS

Yémen-Israël: une nouvelle étape inquiétante vers une guerre régionale

Après l'attaque vendredi des rebelles houthis contre un immeuble de Tel-Aviv, et la réponse israélienne contre le port d'Hodeïda samedi, la montée des tensions entre les deux pays ouvre un nouveau front en marge du conflit à Gaza.

Par
MARIA MALAGARDIS

Le feu couvait toujours dimanche. Les images de la ville portuaire d'Hodeïda, dans l'ouest du Yémen, embrasée par des

flammas spectaculaires, ont fait le tour des réseaux sociaux. «Elles sont visibles partout dans le Moyen-Orient», s'est félicité le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, en commentant la première attaque jamais déclenchée par l'Etat hébreu la veille contre ce pays de la péninsule arabique, à 1800 kilomètres de distance d'Israël. Comme s'il espérait que la leçon serait entendue, répondant à l'audace du Yémen, ou plutôt des rebelles chiites houthis, qui contrôlent 30% du pays. Ce sont eux qui, vendredi, ont réussi à déclencher une attaque de drone contre Tel-Aviv, déjouant les systèmes de sécurité. Une attaque inédite répond donc à une autre. Et confirme toutes les craintes d'une escalade

vers un conflit régional, exprimées depuis plusieurs mois.

Désespoir. Dès dimanche, la surenchère s'est imposée: «La réponse à l'agression israélienne contre notre pays est inévitable et sera énorme», a averti le porte-parole militaire des rebelles houthis après l'attaque israélienne du port d'Hodeïda qui a pulvérisé une centrale électrique et des lieux de stockage de carburant, faisant au moins six morts, trois disparus et plus de 80 blessés. Quelques heures plus tard, le même porte-parole, Yahya Saree, enjoignait sur X les civils à «évacuer Tel-Aviv», alors que la station balnéaire israélienne d'Eilat aurait déjà fait l'objet de tentatives d'attaque de missiles.

Faire entrer frontalement le Yémen dans la danse mortifère qui se joue dans la région n'est pas sans risques. Certes, depuis octobre et le début de la guerre à Gaza, personne ne peut ignorer le rôle joué par l'une des factions qui contrôle ce pays fracturé. Un Etat divisé par dix ans de guerre civile entre

LIBÉ.FR

A Gaza, le ciblage «quotidien» des écoles?

La frappe d'un complexe scolaire administré par l'Unrwa, mardi, porte à 9 le nombre d'écoles ciblées par Tshahal en deux semaines. Ces établissements servent d'abri aux près de 2 millions de déplacés.

un gouvernement reconnu – à défaut d'être totalement considéré comme légitime – et retranché à Aden, et une rébellion houthite bien plus présente sur la scène régionale, comme dans la nouvelle répartition des cartes au Proche-Orient. Soutenue par l'Iran, la rébellion chiite houthite s'est illustrée après le 7 Octobre et les représailles qui ont suivi à Gaza, en attaquant des navires présentés comme liés à Israël en mer Rouge et dans le golfe d'Aden. Des attaques qui ont fortement perturbé le trafic dans une région maritime cruciale. C'était déjà un premier acte de défi. L'attaque au drone de vendredi, déjouant la sécurité d'Israël, faisant un mort et quelques blessés légers, constitue une nouvelle étape.

En ouvrant un nouveau front face au gouvernement de Benjamin Nétanyahou, que peuvent craindre les dirigeants houthis, qui ont su résister à bien des offensives régionales menées par la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite depuis 2015? Principale voie d'accès maritime vers l'extérieur, Hodeïda est peut-être leur point faible, dans ce pays montagneux où aucune offensive terrestre ne se risquerait à les déloger. En réalité, le port a déjà été bombardé par les forces américaines et britanniques cette année. Mais personne ne peut ouvertement s'en réjouir, alors que cette ville portuaire est aussi le seul accès d'acheminement de l'aide humanitaire destinée à un pays qui cumule les records du désespoir.

Partition. Sur 32 millions d'habitants, plus de la moitié, 17 millions, sont en «insécurité alimentaire sévère» selon le Programme alimentaire mondial. Lequel considérerait le Yémen comme sa première zone d'urgence en 2023. Plus de 8 millions de personnes sont menacées de mourir de faim dans les prochains mois dans ce pays aride (3% des terres sont exploitables pour l'agriculture). Sa partition, depuis 2014, a déstabilisé son économie précaire et poussé les puissances régionales à s'impliquer dans le conflit. D'un côté, l'Arabie Saoudite, qui a monté une coalition internationale en faveur du président Hadi à Aden. De l'autre, l'Iran, qui soutient ses alliés houthis.

Après d'intenses négociations, un cessez-le-feu et un processus politique menant vers la paix avaient pourtant été signés le 23 décembre entre le gouvernement légitime à Aden et les rebelles houthis qui tiennent la capitale, Sanaa. En quelques mois, tous les espoirs ont été balayés par le prolongement de la crise à Gaza. Et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies – qui, le 15 avril, exigeait encore que le Yémen ne soit pas «la victime collatérale» du conflit en cours entre le Hamas et Israël – devra certainement prendre acte de ce nouvel engrenage à l'issue incertaine.



LIBÉ.FR

Mégabassines: fiers d'une mobilisation «massive», les opposants ne comptent pas «s'arrêter» là

Le rassemblement de militants antibassines a été «extrêmement massif» dans le Poitou et les opposants ne comptent pas «s'arrêter» jusqu'à l'obtention d'un moratoire, ont-ils déclaré dimanche après une semaine de mobilisation relativement calme qui a culminé samedi. A La Rochelle, une manifestation rassemblant 6 000 à 10 000 personnes a été émaillée de heurts. A suivre sur notre site. PHOTO AFP



Inondations Huit blessés ce week-end après des orages en Haute-Marne

Samedi soir alors que la Haute-Marne était placée en vigilance orange, près de 50 mm d'eau sont tombés en une heure et près de 100 mm en six heures. C'est dix fois plus de pluie en une heure que lors d'un orage «normal». Selon la préfecture du département du nord-est de la France, les secours ont réalisé «600 interventions» et «463 pompiers [ont été engagés]» sur les inondations provoquées par l'épisode, comme ci-dessus dans le village de Meures. Huit personnes ont été légèrement blessées et cinq d'entre elles ont notamment été hospitalisées pour «hypothermie». (avec AFP)

PHOTO CAPTURE D'ÉCRAN DR

Bangladesh: au moins 151 morts dans la contestation étudiante

Le système de quotas pour les candidats aux postes de la fonction publique – qui a déclenché la colère des étudiants et de violents affrontements faisant jusqu'ici 151 morts au Bangladesh – a été revu à la baisse dimanche par la justice. Sans toutefois l'abolir. Selon le procureur général A.M. Amin Uddin, de la Cour suprême, 5% des emplois de la fonction publique resteraient réservés aux enfants des vétérans de la guerre d'indépendance et 2% aux autres catégories.

Ces quotas réintroduits le mois dernier réservaient 30% des postes aux enfants des anciens combat-

tants de la guerre de libération contre le Pakistan, réputés proches du pouvoir en place. De nombreuses voix assurent que le programme bénéficie aux enfants issus des cercles soutenant Sheikh Hasina, 76 ans, qui dirige le pays depuis 2009 et a remporté sa quatrième élection consécutive en janvier. La Première ministre, dont le gouvernement est accusé par ses opposants de faire plier le pouvoir judiciaire, a laissé entendre, en début de semaine, que le système auquel s'opposent les manifestants serait supprimé. Mais après la répression de ces derniers jours et l'augmentation du nombre de morts,



A Dhaka, vendredi. MOHAMMAD PONIR HOSSAIN, REUTERS

il n'est pas certain qu'une décision favorable apaise la colère de la population. Dans la foulée de la décision de la Cour suprême, le principal groupe d'étudiants qui a lancé les manifestations, Students Against Discrimi-

nation, a affiché son intention de poursuivre le mouvement. C'est désormais la fin du mandat de Sheikh Hasina que réclament des dizaines de milliers de jeunes Bangladais.

(avec AFP)

L'abbé Pierre accusé par une huitième femme

Une infirmière, qui avait soigné l'abbé Pierre dans un hôpital militaire francilien en 2006, a accusé samedi le religieux (mort en 2007) d'agression sexuelle auprès de France Inter. Ce témoignage vient s'ajouter à ceux de sept femmes, rendus publics mercredi dans un rapport indépendant, dont trois ont été corroborés samedi par des membres de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise (Clase). Auprès de la radio, la soignante explique que les faits ont eu lieu une nuit, alors qu'elle «accompagnait» l'abbé Pierre «à sa toilette». «Il s'est levé, il a marché, il m'a agrippé les deux seins», se remémore-t-elle, précisant qu'elle lui a alors asséné une gifle. Le religieux de 93 ans à l'époque était «en pleine possession de ses moyens», juge-t-elle. Il avance alors «qu'il est vieux, fatigué, qu'il a besoin de se tenir», ajoute l'infirmière. Elle lui répond: «Dans cette grande chambre, vous n'avez trouvé que mes seins pour vous tenir?» D'après son récit à France Inter, l'infirmière a ensuite



rapporté les faits à ses supérieurs ainsi qu'à d'autres soignants. Elle se rend alors compte que l'abbé Pierre est «contaminé du fait», car «deux ou trois autres» de ses collègues de l'hôpital auraient été victimes des mêmes attouchements. La victime n'a toutefois pas voulu communiquer plus largement sur son agression à l'époque, mettant en avant un devoir de «retenue» en tant que «soignante et ancienne militante». Aujourd'hui, l'infirmière assure s'être «rendu compte que ce n'est pas réglé», qu'elle «souffre» encore de cette agression par celui «qui n'est pas un saint». Selon France Inter, elle n'a pas encore

décidé si elle allait répondre à la commission d'enquête, qu'il l'a contactée.

Dans le même temps, quatre chercheurs de l'équipe de recherche socio-historique de la Clase ont déclaré dans une tribune au Monde «avoir disposé» depuis leur «enquête en 2019-2021» d'«informations établissant qu'Henri Grouès – l'abbé Pierre – avait commis des actes violant la civilité et la moralité communes, la législation pénale et les préceptes canoniques». Ils précisent que «parmi les quelque 1200 témoignages traités par notre équipe, trois mettaient en cause l'abbé Pierre». Selon la tribune, ces femmes accusent le religieux d'avoir, dans les années 80-90, apposé ses mains sur leurs seins, les avoir embrassés de force, et même pour l'une d'entre elles qui se trouvait alors «dans une difficile situation personnelle», de l'avoir «utilisé» pour des «relations sexuelles, masturbation devant elle, fellation, flagellation, proposition de frottement avec une autre femme».

LUCAS BIOSCA

A lire en intégralité sur Libé.fr

8,5 millions

C'est le nombre d'ordinateurs qui ont été touchés, selon Microsoft, par la panne informatique géante qui a semé la pagaille vendredi, notamment dans les aéroports et sur les marchés financiers. En cause: une mise à jour défectueuse sur Windows d'une solution informatique du groupe américain de cybersécurité CrowdStrike, qui écarte une cyberattaque ou un problème de sécurité informatique. D'après Microsoft, le «bug» a donc affecté «moins de 1% de toutes les machines Windows». «La situation est revenue à la normale dans tous les aéroports de France», a souligné le ministre délégué aux Transports, Patrice Vergriete samedi sur X (ex-Twitter). De nombreux aéroports asiatiques ont fait état à partir de vendredi soir heure locale d'une activité «normale» ou «quasi normale», notamment en Corée du Sud, à Singapour, en Nouvelle-Zélande, à Hongkong ou aux Philippines. Samedi, quelques «problèmes résiduels» causant du retard persistaient cependant à Sydney et «cinq vols» opérés par la compagnie low-cost Jetstar au Japon ont été perturbés. L'aéroport de Berlin fonctionnait à nouveau presque normalement, même si certains voyageurs ne pouvaient toutefois pas encore utiliser les machines d'auto-enregistrement. (avec AFP)

Affaire Jegou-Auradou «Une quinzaine de blessures» sur le corps de la plaignante

De nouveaux éléments ont vu le jour dans l'affaire mettant en cause Oscar Jegou et Hugo Auradou, deux rugbymen du XV de France inculpés pour viol aggravé en Argentine. Selon un rapport médico-légal, présenté jeudi au parquet, la plaignante souffre d'une «quinzaine de blessures» sur tout le corps, a révélé ce week-end le Parisien. Le médecin légiste mentionne notamment des «lésions dans les parties intimes, divers hématomes au menton, sur la paupière gauche, les deux jambes, les fesses, l'entrejambe, la poitrine et le thorax».

Erratum

Dans Libération du jeudi 18 juillet, en page 22, nous avons publié une photographie clandestine prise dans le camp de Ravensbrück en 1944. Cette image, prise par une résistante polonaise, Joanna Sztybelowska, ne représente pas Germaine Tillion, contrairement à ce que nous avions indiqué en légende.

Tour de France Tadej Pogacar, au sommet du doute

Le Slovène a remporté dimanche son troisième Tour de France, après avoir écrabouillé la concurrence trois semaines durant. Poussant chacun à se positionner : faut-il croire à ces performances supérieures aux années EPO ?

Par
ROMAIN BOULHIO
Envoyé spécial sur la route du Tour

Trois amis dans les hauteurs du col de Vars, vendredi. Col rugueux et sauvage à la pente mauvaise. Deux en tenue de cyclos, à l'ombre d'une bâtisse. Un troisième allongé dans l'herbe grasse. C'est lui qui souffre : «*fabulation*», «*mythomanes*». «*Je ne regarde que d'un œil*». René a 62 ans. Il dit qu'il en a «vu d'autres». Armstrong, il en était «fada». «*J'ai lu tous ses livres*». René vient de Grenoble. C'est un «libre-penseur» mais un «romantique» également. Il voudrait croire et s'en empêche : les performances du maillot jaune cette année lui font lever ses yeux azur au ciel. Pourquoi continue-t-il à regarder «ce cirque»? «*Mais parce que j'aime ça. Ça me fait réfléchir, ça me questionne, jusqu'où on peut aller pour être le meilleur. Je voudrais savoir comment cette histoire se terminera*». Il pointe ses deux compères : «*Eux, ils débanchent le cerveau*». Puis il roule les bords de sa moustache. «*Peut-être qu'ils ont raison*». Voilà la course qui s'est achevée dimanche sur la place Maeséna à Nice, au terme d'un contre-la-montre parti de Monaco. Trois semaines depuis Florence, en Italie. A peine de soubresauts. Le Tour s'est fait écri-

bouiller. Tadej Pogacar (UAE Team Emirates) lui a roulé dessus en jouant. Ces derniers jours, il a châté son tyran, Jonas Vingegaard, vainqueur des deux éditions précédentes. A l'issue de la dernière étape, où il a une nouvelle fois fini en tête – son sixième succès sur cette Grande Boucle –, il termine avec six minutes d'avance sur le Danois et neuf sur le Belge Remco Evenepoel. Le Slovène de 25 ans compte désormais trois Tours et réalise un doublé fabuleux avec sa victoire sur le Tour d'Italie en mai. Une prouesse jamais connue depuis Marco Pantani et le Tour de la honte, en 1998. Pogacar a enfoncé au talon une porte du saalon à deux battants : le livre d'histoire et le doute.

Depuis l'affaire Festina en 1998, le doute roule en cycles. Il y a eu les années Armstrong, terminées avec l'effacement pure et simple du septuple vainqueur américain des palmarès, puis l'ère Sky avec Christopher Froome et ses «gains marginaux», avant l'ère post-2020, qui connaît (peut-être?) son apogée cette saison. Résonnent, par-delà les années, les mêmes mécanismes de défense et de défiance. Les mêmes voix. Un seul accord dans

le chaos : il n'y a aucune preuve. De rien.

«JE DÉTESTE L'HYPOCRISIE»

Bernard Hinault, quintuple vainqueur du Tour et habitué des saillies d'arrière-garde, dans le *Parisien* : «*Faut vraiment être des conards (pour soupçonner Pogacar)*. Le même, je l'ai vu gagner le Tour de l'Avenir à moins de 20 ans et j'avais dit qu'on avait trouvé un type exceptionnel. Où sont les preuves pour l'accuser ainsi? Comme par hasard, cela vient des équipes françaises. Dé-

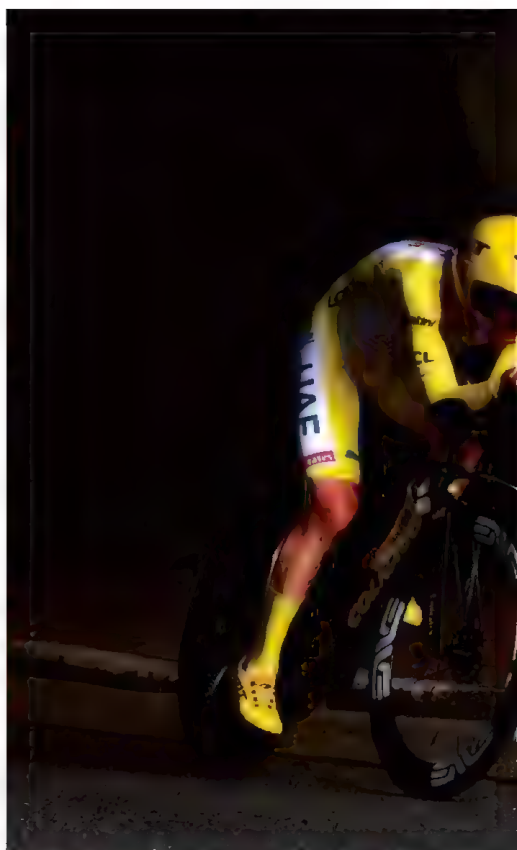
«Tout le monde ressent des choses avec le vélo, c'est sa qualité et son défaut. Il transmet beaucoup d'émotions et donc d'interprétations.»

Cyrille Guimard ancien coureur et directeur sportif

solé, mais si le type était français, tout le monde chez nous dirait que c'est un dieu et on n'hésiterait pas de m'appeler pour me demander en quoi il me ressemble...» En d'autres termes, les coureurs français, en plus d'être nuls, sont vachards. De façon plus brodée, c'est ce que raconte Cyrille Guimard à *Libé*. Guimard, près de six décennies dans le vélo, coureur, directeur sportif aux sept Grandes Boucles avec Van Impe, Hinault et Fignon, commentateur sur RMC, songe : «*Tous les ans, on retrouve la même chose, avec des réactions presque corporatistes. Dès que vous dominez les autres, ce n'est pas parce que vous êtes plus fort, mieux préparé ou parce que vous avez une équipe plus puissante... C'est parce que vous êtes dopé. Le seul qui semble ne pas l'être, c'est le coureur français*». Selon lui, «*tout le monde ressent des choses avec le vélo, c'est sa qualité et son défaut. Il transmet beaucoup d'émotions et donc d'interprétations*». Guimard explique les performances mirifiques aperçues par «un ensemble de choses, qui vont des revêtements de la route aux méthodes d'entraînement», et même par le «*progrès*» physiologique de

l'homme. «*Les records établis aujourd'hui, ils tomberont dans cinq ou dix ans*».

De l'autre côté du spectre, Christophe Bassons, ancien coureur (propre) des années EPO, qui a payé de sa carrière la lutte contre la triche avant de s'engager dans l'antidopage, n'a plus la force de réagir, dit-il au téléphone. Il évoque le poids de plomb du doute. Il renvoie vers ses réseaux, sur lesquels il a écrit mercredi : «*Face à ce Tour de France invraisemblable, je me délecte d'écouter toutes ces figures du cyclisme se dépatouiller des performances ahurissantes de certains coureurs [...]. J'adore le vélo, j'adore le dépassement, j'adore la montagne. J'arrive à accepter la faiblesse d'accepter le dopage. Mais je déteste l'hypocrisie!*» Si la caravane est une animalerie, le survivant, à n'en pas douter, est un dindon. Il ferraillait avec un cure-dent. Il s'acharne à la méditation : comment ne pas regarder avec ses yeux du passé? Durant trois semaines, il a haleté et noirci ses carnets des records d'ascension, envoyant valdinguer certaines performances refoulées dans le fossé du passé. Pogacar, mais il n'est pas seul, a battu les temps de la côte de San Luca à



Tadej Pogacar, dimanche lors de l'ultime étape du Tour de France 2024



entre Monaco et Nice. PHOTO MANON CROZ REUTHERS

Bologne, du Galibier, du Pla d'Adet, du plateau de Beille, du col du Noyer, de la montée vers Isola 2000.

«ON EST TOUS SUR LES FESSES»

Depuis l'ascension du plateau de Beille, le 14 juillet, lors d'une quinzième étape qui a fait basculer le Tour dans le monde des regards en blais et sourires en coin, Alban Lorenzini ne jette plus qu'un oeil détaché à la course. Cet ancien ingénieur dans l'industrie automobile s'est reconverti en entraîneur cycliste, spécialiste d'un instrument désormais essentiel de la panoplie du coureur, le capteur de puissance. Il évacue sans attendre : «Face aux performances de Pogacar, ceux qui ne doutent pas regardent le sport comme un spectacle.» Pourtant, lui aussi use d'une formule semblable à celle de Guimard. «C'est un éternel recommencement.» Alban Lorenzini, dont la tâche est d'expliquer, interpréter très mal «ce qu'on vit», «J'ai défendu le cyclisme en 2020, quand le niveau s'est élevé d'un coup. En 2022, on pensait qu'on allait vers un plateau. Mais non, en 2023, les performances ont encore stupéfié plus d'un observateur. Là, c'est pire.

On est tous sur les fesses. Le fossé franchi cette année n'est pas petit : il est gigantesque.»

En plus des temps d'ascension, l'entraîneur se base sur les records de puissance, les watts développés par les coureurs. «Tadej Pogacar explique que son amélioration par un changement d'entraînement. C'est un écran de fumée. Je ne vois pas comment on peut faire acquiescer 20 ou 25 watts de plus en un an. D'un point de vue physiologique, si on en grappille 5 à la faveur d'un bon stage en altitude, d'un bon nutritionniste... c'est déjà mission accomplie.» Lorenzini, comme d'autres, évoque le monoxyde de carbone.

Chaque Tour a son produit, sa méthode suspecte. Cette année, c'est donc le monoxyde de carbone qui a agité la caravane. Le chercheur spécialisé dans l'antidopage Raphaël Faiss, expliquait dans *Libé* que ce gaz, toxique pour l'organisme, est utilisé pour réaliser des tests de la masse en hémoglobine, utiles pour des stages en altitude très prisés par les équipes. Mais il contestait l'amélioration des performances qui en découlerait. Les équipes de Pogacar et Vingegaard ont admis utiliser cette technique. Le monoxyde de

carbone, du reste, n'est pas interdit par l'Agence mondiale antidopage, bien que le président de l'Union cycliste internationale, David Lappartient, a annoncé samedi saisir l'agence à ce sujet.

Dans le col de Vars, René, le cyclo, a fini par retourner sa veste. Ses amis sont intervenus. Ils ont raconté comment, la veille, dans le col de Manse, il a hurlé des encouragements au passage du maillot jaune, avant de rugir de bonheur. ♦

LE CLASSEMENT FINAL

1^{er} : Tadej Pogacar (UAE Team Emirates).

2^e : Jonas Vingegaard (Visma-Lease a bike).

3^e : Remco Evenepoel (Soudal Quick-Step).

Maillot à pois : Richard Carapaz (EF Education-EasyPost).

Maillot vert : Biniam Girmay (Intermarché-Wanty).

Maillot blanc : Remco Evenepoel.

Classement par équipes : UAE Team Emirates.

A Monaco, Albert II rencontre «monsieur Cochonou»

Déambulation entre goodies et yachts dans les rues de la Principauté, village départ de l'ultime étape du Tour de France 2024.

Combien de pas ? Trois, quatre ? Il était à l'affût. C'était le renard du village départ du Tour de France, dimanche. Il portait fier sa carure imposante mais surtout sa chemisette au motif vichy rouge. En somme, un «partenaire» Cochonou. La cime de la chaîne alimentaire en ce lieu accessible seulement aux invités et accrédités. Vif, le monsieur a donc alpagué Son Altesse sérénissime Albert II, qui petonnait à peine dans cet antre sacré de la réclame. Les deux hommes se sont rapprochés. Ils ont échangé un sourire. On jure qu'on ne donnerait ce sourire qu'aux amis. Si le Tour de France appelle à la dissonance cognitive, là, en plein cœur de Monaco, le monsieur Cochonou et le prince des lieux ont atteint les cimes de ce que la Grande Boucle peut offrir. La journée n'a pas été en reste.

Au départ, l'affaire n'est pas gagnée. Trois hommes, jeunes, qui affichent sur eux la fatigue de trois semaines de matriquage publicitaire sur la route, semblent désespérés. Ils sont de Leclerc. Les tee-shirts à pois qui inondent chaque col et provoquent les sprints massifs de mômes et de mamies, c'est eux.

Ils ouvrent la porte du camion. Un stock de milliers de maillots. L'un : «Les gens ne les portent pas, ils les mettent dans le sac, c'est tout.» L'autre : «Ça partirait plus vite si c'était écrit Dior-Leclerc.» Le triporteur Senseo, qui fait l'éloge d'un café «corsé», s'est lui placé devant une agence de «real estate». Sur la devanture, des appartements de choix, comme ce «beau bourgeois», 223 m tout de même, pour la somme de 8,9 millions d'euros.

«HLM monégasques». Quand la caravane s'ébroue, ses véhicules sortis tout droit du potager de l'enfer, trois personnes dévisent sur les immeubles qui bordent le début du parcours. «Les HLM monégasques.» Une vieille bigoudée sort sur son balcon en robe de

chambre, se mouche et regarde de haut le cirque. Le poireau, la fraise et le melon de Leclerc mangent la route et, au premier virage, en légère descente, le melon accièr. Paf, vue dégagée sur les yachts de 30 mètres.

La mi-journée évanouie, un restaurateur, sur le port, ferme de dépit. «Je me souviens du grand départ du Tour, en 2009, il y avait la cohue. Je vais pas faire des heures pour rien.» Un vieux de l'organisation locale, le crâne depouillé, le cou serré de chaînes en or, débute une comparaison entre le peuple monégasque du vélo et de la Formule 1. «Le Grand Prix de Monaco, c'est fantastique ou terrible, au choix : il y a quatre fois plus de monde qu'aujourd'hui, pendant trois jours pleins. Monaco n'a pas la tradition du Tour de France.»

Palais décadents. Reprenons l'itinérance d'Albert dans le village départ. D'abord, c'est la déception. Pas un regard pour «l'espace gourmand», qui sert des cornets de frites et poulets panés, plaisir des palais décadents. Puis Albert II dévoile les nouveaux maillots de l'AS Monaco, le club de Ligue 1 local. L'assistant qui lui amène les sort d'un sac en plastique d'une marque de la caravane. Un bon point.

Au même moment, France Gall chante dans l'enceinte : «Ne dites pas que ce garçon était fou, il ne vivait pas comme les autres, c'est tout.» Sur le podium, Albert, grand amateur de sports par ailleurs, s'accorde à louer l'occuménisme de l'événement. «Vive le Tour et vive la principauté.» Sa femme Charline fait un bisou à Mark Cavendish, recordman du nombre de victoires d'étapes et deuxième partant du jour. Les «HLM» de Monaco possèdent la meilleure vue sur le départ de l'épreuve, 33 kilomètres jusqu'à Nice. Dans le coin du regard, une chemisette apparaît parmi la foule. C'est le monsieur Cochonou. On l'interroge : pourquoi cet élan de galeté, ce sourire amical qui a surgi sur le visage du prince ? L'homme parle d'un présent. Un bob ? Un bâtonnet de saucisson sec ? Non. «Un soleil Cochonou.» Tout le monde n'est pas altesse.

R.Bo.

Envoyé spécial sur la route du Tour



Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

**DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines Hi Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéo - Consoles
Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT
EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant

porcelaines, statues, vases, bouddhas,

meubles, laques, paravents...

Décorations asiatiques : corail, jade...

MAISON ALEXANDRA

06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer
une annonce dans



Vous avez besoin d'un document ?

Envoyez-nous un email à : liberation@liberation.fr

Entre-nous

entrenous-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

MESSAGES
PERSONNELS

16 ans que nous profitons
de ton sourire,
bel anniversaire
ma chérie

Emploi

annonces@teamedia.fr
01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

EMPLOI
ADMINISTRATIF

STÉPHANIE DAUPHINS
45 rue de la République 77
Rezé (44)

assistant(e)
commercial(e)

Avec expérience, rigueur, X+1 SAGE
Esprit d'équipe et dynamisme
Désireux de contribuer à un plus
grand bien-être de l'entreprise
C'est pourquoi je vous propose de rejoindre
l'équipe de la Librairie de la République
Envoie CV à : stefanie.dauphins@libe.fr



est habilitée pour toutes
VOS ANNONCES LÉGALES
sur les départements

75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00

legales-libe@teamedia.fr

Libé

Offre spéciale été - Papier + numérique
2 mois pour 30,90€
Puis 30,90€/mois sans engagement

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à
Libération, Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc,
60643 Chantilly Cedex. Offre réservée aux particuliers

Libération HORS-SÉRIE POLAR



ACTUELLEMENT EN KIOSQUE

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale de Libération

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Numéro de téléphone _____

E-mail _____ @ _____

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

Date de début souhaitée de l'abonnement* _____

☐ **Règlement par carte bancaire**

_____ Expire le _____

☐ **Règlement par prélèvement SEPA. Je serai prélevé de 30,90 € pour 2 mois**
(au lieu de 124€ prix kiosque), puis de 30,90€/mois (au lieu de 62€ prix kiosque).
Je m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment

IBAN _____

BIC _____

Signature obligatoire

*Le délai de début d'abonnement peut varier selon le planning de parutions ou le délai de réception et de traitement du formulaire d'abonnement. Nous nous efforçons de vous rapprocher le plus possible de la date souhaitée. Cette offre pour les particuliers est valable jusqu'au 31/08/2024 pour un abonnement en France métropolitaine. La Libération est assurée par un porteur avant 6h du matin et 1h30 l'après-midi sur les communes de France métropolitaine. Les abonnés de Libération peuvent bénéficier de l'abonnement pour le site et l'application Libération sans publicité. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et de communication des données que vous avez transmises. En adressant ce formulaire à l'adresse ci-dessus, vous acceptez que vos données personnelles soient traitées pour la diffusion de la presse écrite et pour la diffusion de la presse écrite. Vous pouvez consulter les conditions d'utilisation de l'abonnement sur <http://www.liberation.fr/abon>.

IDÉES/



Donald Trump lors de la convention républicaine à Milwaukee (Wisconsin), jeudi. PHOTO: NICK OXFORD / AFP

La béatification monstrueuse de Donald Trump

La théologie politique de l'unité derrière son élu sauvé entonné par le Parti républicain masque la violence de son projet d'extrême droite. Mais le plus inquiétant est de voir des classes politiques, médiatiques et intellectuelles prêtes à normaliser l'ex-président.

Nous sommes loin du film de Zapruder, vidéo amateur qui, en 1963, captura à la dérobée l'assassinat scénique de John Fitzgerald Kennedy. Ces 26 secondes de pellicule avaient éclairé le monde d'une violence politique inexpugnable avant de devenir un nouvel épisode de la superproduction mythologique des États-Unis. À saturer l'espace de ces images, le pays invente son récit, celui de l'innocence frappée en plein vol. L'image de Trump, l'oreille coupée et le poing vengeur, est pourtant à son tour devenue l'icône et le mirage qui paralyse l'esprit critique et désarme la politique. Soudain, un chœur

unanime répète que «c'est un tournant dans la campagne», que Trump a tout de même été «courageux», «admirable», d'un «sens politique inouï», tellement plus «solide» et «fort» que le président Biden. Plus encore, on découvre ébahi que le pays est terriblement «divisé», «polarisé» comme jamais, désormais en proie à une violence civile dont tous sont coupables et dont Biden lui-même a dû s'excuser. Trump, lui, racheté de toutes ses fautes, appelle, dit-on, à la réconciliation.

CONTRE-RÉCIT

Pour briser le sortilège de l'instantané et résister aux éléments de langage une fois encore sériographiés

à l'échelle du monde, peut-être peut-on rappeler des éléments de contre-récit.

1. Le poing levé de Trump, qui frappe l'air et éructe «Battez-vous! Battez-vous!», est l'expression d'une rage appelant les siens à la rétorsion; ce fut sa phrase de janvier 2021 («Fight like hell!» «Battez-vous comme des diables») immédiatement comprise par ses disciples qui prirent d'assaut le Capitol. Amateur de catch et de MMA, Trump interprète à ce moment le combattant sur un ring, non le démocrate, et son geste est une contre-violence qui ne délégitime pas l'attentat mais l'inscrit dans sa lutte politique pour le pouvoir. Fidèle à son personnage

et à son programme, il énonce une fois encore sa détermination à normaliser la violence politique et la répression d'État; son programme d'aujourd'hui plus encore qu'hier est la revanche. Il en donne le signal de la main.

2. Le thème de la polarisation est une ritournelle

Par
SYLVIE LAURENT



historienne

fallacieuse pour deux raisons: les États-Unis n'ont pour histoire que la division et la quête impossible de l'union. Un pays qui a connu son plus grand nombre de victimes lors d'une guerre civile (750 000, plus que le nombre d'Américains morts lors des deux guerres mondiales) n'est pas soudainement divisé. Rappelons pour l'anecdote qu'en 1912 un Teddy Roosevelt alors en campagne pour la présidence se fit tirer dessus en pleine poitrine pendant un discours et que, bravache, il refusa dans un geste mussolinien d'être hospitalisé. Il poursuivit plus d'une heure son allocution en assénant: «Il en faut plus pour tuer un taureau!» Ce que l'on nomme par ailleurs «polarisation» suppose une dérive symétrique de chaque parti vers ses extrêmes. Or seul le Parti républicain a déplacé son centre de gravité vers ce qui n'était qu'une frange ultra-radicalisée. Il y a encore vingt ans. Le parti de Biden, comme celui d'Obama ou de Clinton, est irréductiblement centriste et d'une inertie notable. Il participe des guerres sans fin qui nourrissent la violence domestique et maintient le statu quo social et racial. Il n'y a ainsi qu'une seule mouvance politique responsable de l'extrémisation de la vie politique et de la brutalisation civique. Regardons les faits: depuis 2016, les violences contre les élus ont été multipliées par dix. Selon le FBI, elles proviennent de l'extrême droite à 96%. Depuis 2020, 14 officiels ont été tués, 13 le furent par elle. Celle-ci commanda l'enlèvement de Gretchen Whitmer et l'agression au marteau du mari de Nancy Pelosi. Elle fut aussi à l'origine des attentats les plus meurtriers des années récentes: en 2015, neuf noirs furent assassinés dans une église de Charleston; en 2016, 50 jeunes homosexuels furent abattus dans une discothèque d'Orlando; en 2018, 11 juifs furent tués dans une synagogue de Pittsburgh; en 2019, 23 hispaniques furent exécutés à El Paso, en 2022; dix noirs furent

fusillés à Buffalo ; en 2023, trois noirs furent exécutés à Jacksonville... La violence politique en Amérique, c'est l'extrême droite. Ces points factuels sont à user comme d'un antidote face au grand récit de rédemption qui nous parvient et que met en scène la convention républicaine sur le mode du *revival* évangélique. Entre drapeaux étoilés et commentaires mièvres, la théologie politique de l'unité du parti derrière son élu sauve masque ainsi la violence de son projet et du ticket présidentiel (J.D. Vance, créature de Trump, est ultranationaliste chrétien dont le revanchisme est la seule ligne). Pourtant le commentaire semble médusé devant la grand-messe républicaine et parle même, *mezzo voce*, avec une certaine fascination pour le simulacre d'un Trump lavé de ses fautes et auréolé du charisme du *born again*. Si l'attentat contre Trump est un tournant, c'est peut-être qu'il révèle la facilité avec laquelle toute une partie des classes politiques, médiatiques et intellectuelles sont prêtes à normaliser Trump, voire sont tentées de préférer l'homme fort réhabilité au vieillard fatigué.

MÉDUSE

Or, le récit dominant voile l'essentiel : que c'est en réalité la Cour suprême des États-Unis, corrompue et partisane, qui aboutit ces jours-ci Donald Trump des ses crimes, et non la main de Dieu. Que les platitudes sur la division du pays font bon marché de la longue stratégie républicaine de capture de l'État pour établir un régime éthnonationaliste, chrétien fondamentaliste et entièrement dévoué aux intérêts capitalistes en quête de légitimation. Ainsi donc, détournons notre regard de Méduse et constatons que la séquence politique à laquelle nous assistons n'est rien de moins que la formation désormais hégémonique du plus grand parti d'extrême droite des démocraties occidentales qui, en novembre, pourrait gagner les chambres et la présidence. ♦



Laurence Tubiana le 17 avril, à Washington DC, aux États-Unis. PHOTO CELAL GUNES ANADOLU AIF

Premier ministre du NFP : «La société civile n'est pas neutre»

Alors que l'économiste Laurence Tubiana fait partie des noms évoqués pour Matignon, le sociologue Gautier Pirotte appelle à sortir de l'illusion selon laquelle les acteurs non politiques seraient un remède aux blocages politiques.

La semaine dernière, les socialistes, communistes et écologistes ont proposé de nommer Laurence Tubiana comme Première ministre d'un gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP). Cette directrice de la Fondation européenne pour le climat et architecte de l'accord de Paris sur le climat a accepté le défi, mais c'est La France insoumise qui s'y oppose pour l'instant. Pour Gautier Pirotte, sociologue et professeur à l'université de Liège et auteur de *La Notion de société civile* (éditions La Découverte, 2018), ce cas illustre la différence de compréhension de cette notion au sein du NFP et prévient qu'il serait une erreur de considérer que les personnes de la société civile sont des figures neutres qui peuvent résoudre chaque crise politique. Avec Laurence Tubiana et Laurent Berger avant elle, plusieurs personnalités de la société civile ont été proposées au poste de Premier ministre par le Nouveau Front populaire. Qu'est-ce que ça vous inspire ?

Le NFP ne parvient pas à se mettre d'accord, alors il se dit qu'il y a bien quelqu'un en dehors des partis qui

pourrait faire l'unanimité par son aura, son expertise, ses qualités de gestionnaire et de meneur. On est vraiment dans une lecture très instrumentalisée de la notion de société civile, où il s'agit surtout d'aller chercher des forces que l'on espère neutres, en dehors du carcan politique, pour en faire une sorte d'arbitre. Mais on voit bien que ce n'est vraiment pas évident. Le dernier cas de figure, c'est Laurence Tubiana, rejetée par LFI parce que trop «Macron compatible».

Il y a aussi une différence de compréhension de la société civile. Quand LFI l'évoque, il y a un imaginaire de société civile militante, contestataire. Là où les autres membres du Nouveau Front populaire sont plutôt orientés vers une image plus gestionnaire, d'expert et d'expert au-dessus des partis.

Est-ce une erreur de voir la société civile comme des potentiels sauveurs d'un moment de crise politique ?

Pour moi, c'est un mythe de voir la société civile comme solution à chaque crise. Un parti politique, s'il fonctionne bien, se régénère à partir d'acteurs de la société civile automatiquement. Les gens ne viennent pas de nulle part. Ça ne veut pas dire que la société civile n'est pas pourvue de qualité et d'intérêt, mais j'ai presque envie de dire, à chacun son job. C'est une actrice intéressante en termes de contre-pouvoir, qui va fournir des idées, s'opposer et peut-être pousser à la négociation. Et puis les acteurs de la société civile

ne sont pas neutres. Ils s'engagent, se mobilisent et sont donc aussi des acteurs politiques, au sens premier du terme, sauf qu'ils ne sont pas encastrés. Vouloir capter une perle rare, au-dessus des partis qui plairaient à tout le monde, c'est un peu un serpent qui se mord la queue. On finira bien par trouver à ces acteurs de la société civile une proximité avec l'un ou l'autre élément du NFP.

N'est-ce pas un symptôme de la crise de la démocratie ?

C'est sûr que la figure de l'expert avec sa scientificité, sa maîtrise des dossiers est une réponse aux attentes des électeurs qui ont l'idée du «tous pourris» dans une ère néopopuliste. Plus encore, cette invocation sempiternelle de la société civile pour régénérer le système politique, c'est l'expression d'une méfiance du système politique par les acteurs du système eux-mêmes. C'est aussi une manière de flatter le peuple et je pense que cela contribue à alimenter une vision plutôt négative du monde politique actuel. D'où vient ce mythe de la société civile comme solution à la crise ?

Est-il de plus en plus présent ?



Il y a des racines profondes. Des figures illustres de la société civile ont fini ministres comme André Malraux sous De Gaulle. Sans remonter trop loin, c'est aussi vieux que la V^e République. Pour autant, il me semble que ce rôle de la société civile comme actrice pour dépasser les clivages et régénérer la classe politique a connu une accélération au cours de ces dix dernières années avec

Emmanuel Macron. Quand il s'est fait élire, en 2017, il y a eu une vague de réflexion et de mobilisation de la société civile d'autant que beaucoup des acteurs d'En marche étaient des gens issus de cette société civile, sans expérience politique. L'idée était de renouveler la classe politique, avec des experts, pour laver plus blanc. C'est une conception assez similaire de celle du NFP. Quand Olivier Faure a justifié la candidature de Laurence Tubiana, il souligne son expérience, sa connaissance des dossiers, il y a une valorisation de la compétence. Mais la comparaison s'arrête là, car le NFP s'est fait élire sans tête de gondole et voit la société civile comme une solution technique une fois l'élection passée. Alors que Macron, lui, c'était la tête de gondole qui s'appuie sur la société civile. Ce n'est pas la même chose.

Plusieurs acteurs politiques ont donc une définition propre de la société civile...

La notion de société civile est excessivement floue. Elle est d'autant plus populaire qu'elle est floue, ou d'autant plus floue qu'elle est populaire. Le monde politique a tendance à faire appel à la société civile dans son discours pour parler de gens qui sont en dehors des partis et du monde politique.

Mais il y a plusieurs façons d'appréhender la société civile. La conception la plus populaire, et à laquelle on fait le plus souvent référence, c'est une société civile comme contre-pouvoir. Un ensemble d'acteurs qui joue un rôle face aux monarques, aux chefs d'État, aux souverains, à un gouvernement. Et donc, le contre-pouvoir peut s'exercer dans la rue, dans un institut associatif plus ou moins dense, avec des citoyens qui sont conscients de leurs droits et qui se mobilisent pour éviter des dérives autoritaires. Il y a une autre conception, qui fait référence à un tissu associatif, mais comme un tiers-secteur, c'est-à-dire une série d'acteurs qui fournissent des services à la population que ni l'État ni le marché ne peuvent fournir. Mais on voit bien que personne dans le milieu politique ne fait vraiment référence à cela.

Que se passe-t-il après un gouvernement d'experts ?

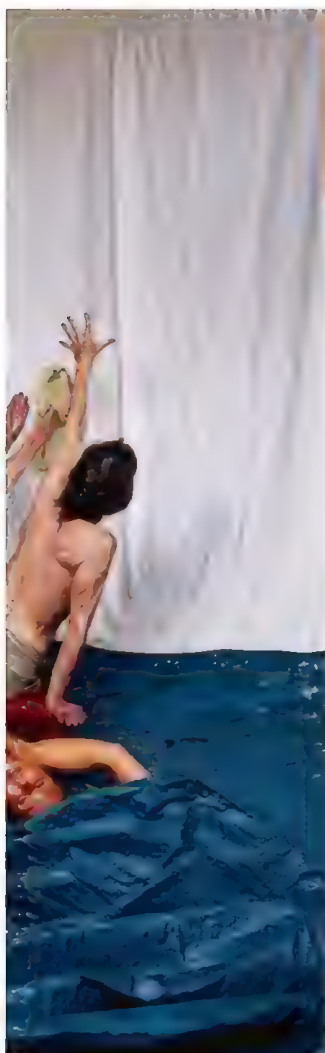
Je ne sais pas. Mais si on prend le cas de l'Italie, on a plutôt basculé vers des gouvernements d'extrême droite. Dans des régimes d'Europe de l'Est, il y a eu, là aussi, une flamme d'extrême droite après des gouvernements de société civile dans la période post-soviétique. Il y a effectivement le risque du «on a tout essayé, même les experts». Et après eux, il ne restera que l'extrême droite comme dernière alternative.

Recueilli par NOË MEGLÉ



Les modèles nus en lutte pour ne pas se retrouver à poil

Les modèles d'art qui œuvrent pour les Ateliers beaux-arts de la ville de Paris dénoncent le manque de moyens et de considération. Auprès de «Libération», ils racontent leur métier méconnu mais précieux et les racines de leur combat.



Par
CLÉMENTINE MERCIER
Photos **AUDOUIN DESFORGES**

Que diable font-ils nus dans cette galère ? Profession : modèle d'art. Il s'agit de montrer son corps, y compris déshabillé, au regard des artistes pour qu'ils s'exercent au dessin, au modelage ou à la peinture. Souvent pour une bouchée de pain. Ceux qui tentent d'en vivre se rebiffent et donnent de la voix. Il a suffi d'un petit SMS de ralliement pour que ceux qui travaillent aux Ateliers beaux-arts de la ville de Paris (ABA) se retrouvent à Montparnasse le 12 juillet. En rogne mais solidaires, ils réclament plus de moyens aux Ateliers. Etablissements répartis sur 17 centres, les ABA forment 5 000 élèves grâce à 88 artistes enseignants et à une centaine de modèles d'art. Institution sous contrôle de la Direction des affaires culturelles de Paris, dépendante

du service des enseignements artistiques et des pratiques amateurs, ces centres dispensent des cours de dessin, sculpture, photographie, gravure, peinture. Mobilisés depuis juin, les agents administratifs, professeurs et modèles de ces ateliers dénoncent la sous-dotation budgétaire de la structure via une pétition, et surtout le manque de considération des modèles, méprisés et sous-payés. « On a retrouvé un délibéré datant de 2009 qui dit que le salaire des modèles de la ville de Paris doit être homogénéisé sur celui de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. Notre forfait devrait être calculé sur le leur, soit 23 euros bruts de l'heure contre 14 actuellement », rapporte un modèle syndiqué. Le métier est déjà réglementé : les modèles qui travaillent trois heures sont notamment payés quatre – le forfait compte le déplacement et l'habillage-déshabillage.

Fas toujours facile d'entrer dans le cercle fermé de ceux qui posent régulièrement, il faut trois à cinq ans pour se constituer un réseau. Sur 300 modèles vivants à Paris, dont environ 80 % de femmes, ils seraient à peine une trentaine à vivre de ce métier. Et depuis 2009, la politique à Paris est de réduire les cours de dessin d'après modèle vivant, malgré la demande : près de 10 000 heures de pose annuelle ont disparu en près de dix ans. Parmi toutes les écoles d'art et mairies qui emploient ces modèles, la ville de Paris est l'institution qui paye le moins. « On considère que ce sont des outils pédagogiques, des esclaves vivants, alors qu'ils sont géniaux, inouïs, explique Myriam Boccara, professeure de dessin. Les modèles peuvent tout faire. La sellette [l'espace sur laquelle ils posent, ndr] est leur territoire. Quand on sait dessiner un corps, on sait tout dessiner. Le corps est le mètre étalon de toute chose. Les cours de dessin d'après modèle vivant sont le lieu nécessaire de l'apprentissage des échelles. Aujourd'hui, on ne représente plus le corps idéal, hérité du Modulor, de la mythologie, du classicisme académique. Dans mon cours, on travaille le geste, le sentiment du corps, le quotidien, la nonchalance... Les modèles viennent de la danse, de la performance, de la musique. Moi je veux du spectacle sur la sellette. Quand un modèle monte dessus, c'est une aventure qui commence. »

Afin d'illustrer dans *Libération* leur appel au secours, les modèles ont voulu incarner le Radeau de la Méduse (1818-1819) de Théodore Géricault. Ce chef-d'œuvre du Louvre, symbole de l'échec de la restauration de la monarchie en France, est certes une scène horrible mais aussi le signe d'une lueur d'espoir et d'un miracle dans une galère noire. Au XIX^e siècle, Géricault avait choisi de peindre les survivants de la frégate Méduse au moment même où ils aperçoivent au loin l'Argus, le bateau qui viendra les sauver, plutôt qu'en pleine fureur cannibale. Pour composer sa toile, le peintre avait fait appel aux véritables rescapés pour témoigner de leur vécu, il avait observé les malades de l'hôpital Beaujon et avait rapporté des morceaux de cadavres dans son atelier. Mais Géricault avait surtout demandé à des modèles vivants de poser pour lui afin de représenter de façon réaliste ce naufrage au large de la Mauritanie, épisode

d'épouvante de l'histoire coloniale française et conséquence de l'incompétence crasse d'un officier de marine aristocrate nommé par Louis XVIII.

Avant ce radeau revisité, une manifestation-happening s'est déjà tenue devant l'hôtel de ville de Paris le 21 juin. On s'intéresse bien aux peintres ou aux sculpteurs, pourquoi négliger ceux qui prêtent leur chair à l'art ? Alors que les Ateliers ferment pour l'été, écouter ces modèles passionnés et mobilisés, permet de prendre la mesure de leur apport artistique.

« Il faut être endurant à la souffrance et aimer être au service de l'art »

« Cela faisait des années que je voulais être modèle. Le modèle vivant est unique, il transmet quelque chose de l'ordre de l'imperceptible, tout ce qui n'existe pas à l'heure actuelle. Une amie faisait modèle vivant pour compléter sa retraite. Elle m'a cooptée. C'est un métier assez solitaire, mais où l'on est solidaires les uns vis-à-vis des autres pour s'offrir des plans. Je pose à 95 % nue. La première fois a été merveilleuse. A l'époque, l'effort physique, l'hygiène du corps, l'ascétisme compaient pour moi. La toute première fois, j'ai pris des poses de kung-fu, de yoga, devant cinq personnes. L'enjeu, pour le modèle, c'est de tenir la pose. Si j'ai envie de faire une pose tonique, c'est mon problème, je dois tenir dans le temps impart par le prof. On voit tout de suite l'intention du cours dans la mise en scène de la sellette.

« La première fois où j'ai posé devant quarante élèves, mon front a perlé de sueur. Après les trois quarts d'heure réglementaires, la professeure m'a demandé : "C'est la première fois ?" Je forçais mon regard à être fixe, j'avais le trac. Ce qui m'a apaisée, c'est que tout le monde s'en contrefichait que je sois nue. En fait, chacun était concentré. Il faut être endurant à la souffrance et aimer être au service de l'art. C'est très physique, l'immobilité personnelle ne l'a dans le quotidien, c'est plus agréable pour ceux qui dessinent. Si on fait une journée de 9 heures, on doit se rendre à trois endroits différents, ça demande une logistique. J'ai fait ce métier à plein temps de 2015 à 2018 puis j'ai perdu mon père, donc je n'arrivais plus à être immobile. La douleur était trop forte. Si je peux bosser ailleurs qu'aux Ateliers beaux-arts de la ville de Paris, je privilégie d'autres endroits, parce que ce n'est pas assez payé. »

« Il m'a fallu du temps pour comprendre que c'était un véritable métier »

« Poser de six à neuf heures par jour, oui, c'est un métier, que je fais depuis trente ans. Mais je suis comédienne par ailleurs, comme beaucoup de modèles. Il m'a fallu du temps pour comprendre que c'était un véritable métier, un métier qui se nourrit d'autres disciplines. La première fois, en Italie où j'ai grandi, j'étais jeune, j'ai cherché des petites annonces. Je suis tombée chez un peintre, qui m'a présentée à son maître. Je posais habillée avec deux autres modèles. Il avait connu la vieille Milan, c'était merveilleux et magique de croiser tout

ce monde dans l'atelier. Puis, je suis arrivée en France mais je souhaitais continuer. On m'a demandé si j'avais déjà posé nue et j'ai dit oui alors que ce n'était pas vrai. Je me suis retrouvée au Viaduc des Arts et, pour la première fois, j'ai dû enlever ma robe de chambre devant du monde. Cela ne m'a pas choquée, je savais bouter mon corps, j'ai fait pas mal de danse, mais c'était tout nouveau. Quelque part, c'était assez doux et bienveillant.

« Il y a toujours une vigilance du groupe. Le modèle est respecté. A la ville de Paris, j'y suis arrivée au tout début et j'y suis revenue seulement il y a trois ans. La pose est un endroit où je mets tout ce que j'ai appris en tant que comédienne. J'adore les escabeaux, j'adore m'y accrocher, parfois nue ou avec des tenues pour ne pas me faire mal. Cette mobilisation, c'est une nouveauté pour moi qui ai toujours travaillé en solo. Ici j'ai trouvé un groupe, pas seulement la liste des modèles qui peuvent me remplacer en cas de pépin. Que vont-ils faire sans modèles vivants ? Après le Covid, on m'a proposé de poser nue devant un écran, mais c'était impossible de contrôler mon image. Ce n'était pas correct. »

« En posant, on se rend compte qu'il n'y a pas de corps moche »

« Jeune, j'étais très complexe. Je prenais des cours de danse, de théâtre mais je ne supportais pas le regard des autres, je rougissais tout le temps. Un copain m'a suggéré de poser : si j'arrivais à supporter le regard des gens toute nue, je le le supporterai d'autant mieux habillée. C'était une thérapie. Je me suis lancée ce défi pour me guérir. En posant, on se rend compte qu'il n'y a pas de corps moche, tous les corps sont beaux. J'ai commencé à 24 ans. La première fois, j'étais tétanisée, j'ai gardé des collants chair, on voyait tout à travers, mais j'avais l'impression d'être habillée. J'esquissais de ne pas bouger mais à la fin, les élèves sont venus me voir pour me dire que les autres modèles bougeaient, qu'elles se grattaient. J'avais mis la barre très très haut. On dit de moi d'ailleurs que je suis un bon modèle parce que je ne bouge pas.

« Je suis autodidacte. Au fur et à mesure, j'ai appris qu'il fallait une pause syndicale, et qu'on devait nous-même apporter un tissu à placer sur la sellette par hygiène. Il y a quarante ans, ces règles n'existaient pas. J'ai réalisé que je faisais du yoga sans

Suite page 22



«Poser nu, c'est rentrer à l'intérieur d'un processus créatif»

«C'est triste de voir le mépris qui entoure les artistes. La plupart des modèles sont aussi chanteurs, danseurs, acteurs. Ils courent à droite, à gauche, on cumule les petits boulots pour essayer de vivre.»

Sonia (1), 54 ans

Suite de la page 21 m'en rendre compte. J'ai trouvé des ressources dans l'immobilité. On me demande à quoi je pense : le nirvana, c'est quand on ne pense pas, on respire, on est dans l'air, c'est le top. Poser, c'est être et non pas paraître. Comédienne et metteuse en scène, je ne cherche pas à poser à plein temps car poser tout le temps, c'est pénible. J'aime les poses courtes. Les poses longues, de trois fois 45 minutes pour les sculpteurs, c'est le plus difficile. Aux ABA, c'est très mal payé et parfois cela m'enlevait de l'intermittence, donc j'ai dû refuser des poses. En banlieue, on est payé 30 euros de l'heure dans des ateliers privés. Les ABA doivent s'aligner. Je suis solidaire de mes camarades. Quand on est devant un modèle vivant, humainement c'est émouvant, et celui qui dessine doit faire abstraction de l'émotion, c'est très difficile. S'il n'y a plus de cours de modèles vivants, les gens ne sauront plus dessiner.»

Yann Texier, 63 ans
«Quand on donne en tant que modèle, c'est épuisant, mais c'est beau»

«Quand j'étais gamin, à La Courneuve, j'étais fasciné par un bas-relief de Lucien Gibert qui représentait des hommes nus s'élançant pour la course à pied. Plus tard, à un vernissage pour le rendu d'un travail d'atelier, le professeur me dit : "Je trouve pas de modèle masculin, est-ce que ça ne t'intéresserait pas ?" On me tendait la perche. J'avais 25 ans et je pensais toujours à ce bas-relief. Je faisais du théâtre et j'ai dit oui. La première fois, c'était difficile. J'étais mort de trac à l'idée de me mettre nu. C'était dans un atelier municipal du soir avec une quinzaine de personnes. Une jeune fille de 15 ans qui avait vu mon trouble m'a dit spontanément : "Ne vous inquiétez pas, monsieur, des personnes nues, on en voit toute l'année." Donc ça m'a libéré. Je suis quelqu'un de très pudique, mais quand on est sur la sellette, la pudeur nous habille. C'est une sorte de don de soi, on participe à la création artistique sans aucun autre artifice que notre corps.

«Aujourd'hui, je me mets nu tellement souvent que ça n'a plus tellement d'importance. Ce qui m'importe, c'est la qualité de mes poses, ma motivation à donner quelque chose de moi-même sur la sellette. Il y a un échange silencieux entre l'assemblée et le modèle. Le modèle, quand il s'investit, le silence s'établit.

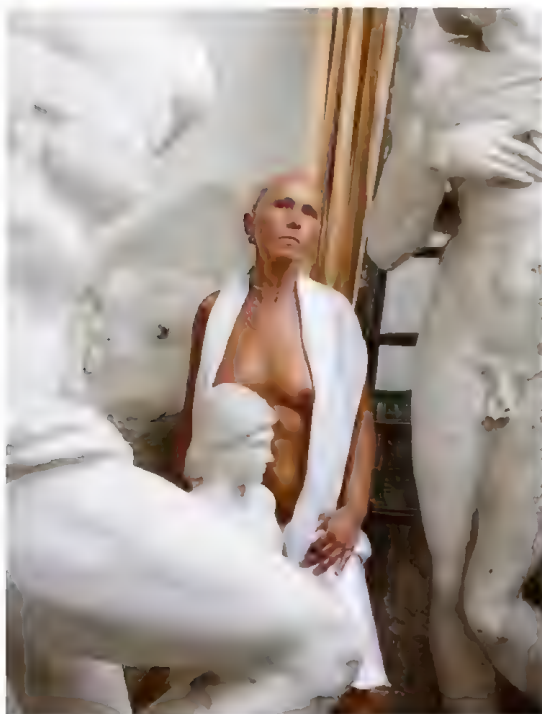
On sent la concentration intense des personnes qui sont là pour dessiner ou pour faire du modelage. Une bonne pose peut se terminer par les applaudissements de l'assemblée. C'est un métier difficile, éprouvant, je fais des journées de 9 heures, plusieurs dans la semaine. Quand on donne en tant que modèle, c'est épuisant, mais c'est beau. Cela permet parfois de compenser la brutalité de la vie. A la ville de Paris, on est très mal considéré. Dans les centres municipaux, les ateliers privés, c'est mieux mais j'aime les ABA pour la communauté de gens, pour l'esprit. On dit de Paris que c'est la ville de la culture, mais en réalité, quand on gratte, c'est nul leur attitude. Je fais partie de la délégation qui va négocier à la mairie. C'est un très beau métier. On incarne, on défend une histoire. Souvent, on me dit qu'il n'y a pas assez de nu, pas assez de modèles vivants. Ça se perd. Battez-vous. C'est ce qu'on essaye de faire.»

Sonia (1), 54 ans
«Poser nu, c'est rentrer à l'intérieur d'un processus créatif»

«Étudiante, j'ai fait l'école du mime Marcel Marceau, où il y avait du théâtre gestuel, de la danse, du mime, du masque, puis j'ai commencé à poser en 1994. Comme j'ai toujours fait de la danse, du théâtre et du yoga, ça m'a permis de continuer à travailler avec mon corps et faire des propositions esthétiques dans les ateliers privés ou des écoles. J'ai eu des expériences très diversifiées dans le domaine culturel, avec des metteurs en scène, des chorégraphes. J'ai aussi fait d'autres boulots qui n'ont rien à voir avec le domaine artistique juste pour vivre décemment. Poser nu, ce n'est pas seulement affronter le regard, cela n'a rien à voir avec l'exhibition, c'est vraiment rentrer à l'intérieur d'un processus créatif, artistique. On travaille avec les lumières, les ombres, les valeurs. Aux Beaux-Arts, on m'a demandé de travailler à la manière de Rembrandt. C'était tellement extraordinaire comme expérience sensorielle que j'en tremblais presque d'être entre l'ombre et la lumière du matin dans une très grande salle de l'école des Beaux-Arts.

«On ne peut pas dire que ce soit un métier facile. Disons qu'on travaille beaucoup. Charlie Chaplin a dit : "les danseurs sont une synthèse exacte entre la religieuse et le boxeur", le modèle c'est un peu pareil. Sa proprioception est grande : il a besoin d'utiliser son ossature, ses muscles, sa tonicité, ses appuis mais doit savoir à quel endroit il faut relâcher pour mieux respirer, être en introspection. On a tous notre sauce, nos techniques. C'est triste de voir le mépris qui entoure les artistes. La plupart des modèles sont aussi chanteurs, danseurs, acteurs. On court à droite, à gauche, on cumule les petits boulots pour essayer de vivre en tant qu'artiste, interprète ou créateur de nos projets artistiques. On tombe aussi sur des vides juridiques, le système administratif est très compliqué. Pour France Travail, on passe pour des fraudeurs alors que pas du tout, on est payé en décalage, parfois c'est kaïakien. Paris, ville des arts ? C'est une déception.»

Le prénom a été modifié.



CULTURE

FESTIVAL D'AVIGNON



Noé Soulier a construit sa pièce sur un travail d'improvisation des danseurs. PHOTO CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

«Close Up», les jeans toniques de Noé Soulier

Ils ont une pêche et une virtuosité, ces danseurs de Noé Soulier : Julie Charbonnier, Nangaline Gomis, Yumiko Funaya, Samuel Planas, Mélisande Tonolo et Gal Zusanovich, vêtus en jean et tee-shirt ou débardeur, ont emporté le public de l'Opéra Grand Avignon dans *Close Up*, l'énergique dernière création du plus cérébral des chorégraphes français, invité pour la première fois au Festival. Au son de pièces de Bach exécutées par le quintette tout féminin d'I'l Con-vito sur scène à leurs côtés (*Art de la fugue*, l'*Offrande* musicale et des mouvements de sonates), ils ondulent, se replient, repartent, leur corps comme possédé par une transe, puis s'arrêtent en plein vol, pas tant *close-up* que *freeze-frame*, semblant encaisser un choc, et redémarrent, extraordinairement fluides. Les gestes passent d'une danseuse à l'autre, le solo devient un duo, parfois un trio, la grammaire se répète à l'identique puis se défait totalement, et lorsque la musique s'interrompt, l'on entend encore mieux l'effort, les saccades de respirations sonnant comme des percussions. C'est grisant.

Syntaxe du kung-fu. Dans le dossier de presse, Noé Soulier explique avoir construit les phrases de mouvement de *Close Up* grâce à un travail d'improvisation des danseurs,

Le chorégraphe français sublime le mouvement de ses danseurs virtuoses, qui se répondent comme en transe sur la scène de l'Opéra Grand Avignon.

qui sont partis de tâches extrêmement précises, des actions pratiques détournées de leur but d'origine (attraper, éviter, frapper, lancer) afin de faire «*émerger des transitions instinctives entre les mouvements*». Ces tâches sont désormais méconnaissables, les enchaînements ayant davantage le feu et la syntaxe du kung-fu.

Au milieu du spectacle, un écran blanc tombe derrière les danseurs, et devant eux se glisse une partition composée de larges cases géométriques les séparant d'une caméra posée au sol et tournant en plan fixe. Les danseurs reprennent, et c'est le rectangle du milieu qui fournit le cadre de la prise de vue, l'image étant projetée au-dessus. L'on a tout le loisir d'y observer de manière plus précise le centre du corps, la bascule des hanches, le penché en avant – la chorégra-

phie a été pensée pour. L'on craint un instant un geste un peu gratuit (le fond blanc et les jeans font irrémédiablement penser à l'esthétique Galvin Klein...) mais l'apparition des mains se cherchant et se nouant, mains auxquelles l'on s'attache si rarement en regardant les danseurs, charrie une force immense. Le regard passe sans arrêt des corps tout entier au détail de l'écran, et à nouveau aux danseurs, le va-et-vient donnant l'impression d'assister à deux temporalités distinctes et pourtant simultanées.

Tout l'espace. Dans le troisième et dernier mouvement, le cadre et la caméra s'en vont, les six danseurs occupent désormais tout l'espace, reprenant les gestes bien assimilés du début, par groupes de deux ou trois et enfin de six, à l'unisson. A la recherche d'une forme «*d'expressivité non narrative*», Noé Soulier a su créer aussi, avec *Close Up*, une expérience totalement emballante.

ÉLISABETH FRANCK-DUMAS
Envoyée spéciale à Avignon

Avignon retrouve le plaisir du récit

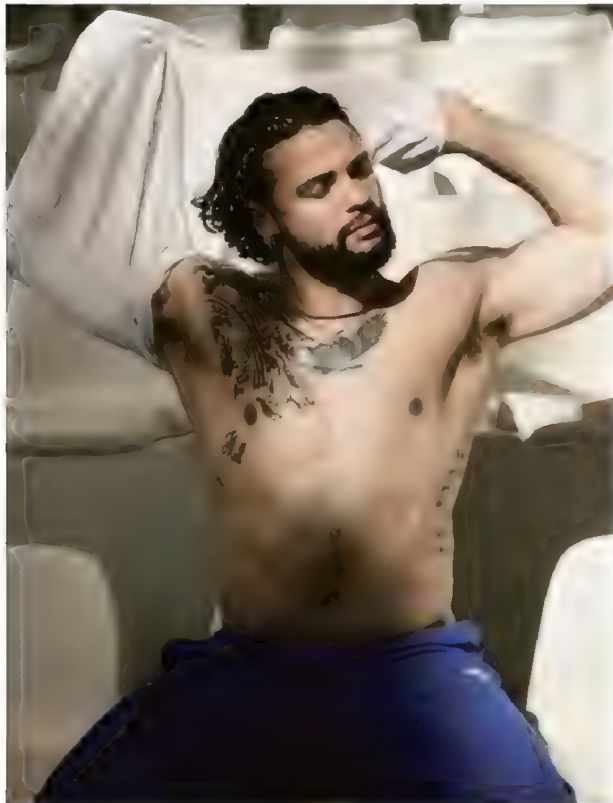
Avec de nombreux spectacles empruntant aux codes du thriller, du docu ou de la bonne série, l'édition 2024 du Festival a démontré que les recettes éprouvées de la narration n'avaient rien perdu de leur attrait.

Vraie tendance perceptible dans l'édition 2024 du Festival d'Avignon : le plaisir de raconter des histoires, de faire confiance au récit, de coller à une narration classique, chronologique, avec péripéties et retournements. *Lucrima*, le spectacle de Caroline Gulela NGuyen, en illustre la réussite avec ses trois heures d'action pure tissées autour de la confection d'une robe de mariée royale, vers laquelle convergent des tas de petits récits secondaires : construit comme une très bonne série, le spectacle est la preuve que la forme télévisuelle et la forme théâtrale subventionnée peuvent se marier dans une sorte de bonne tambouille grand public, qui ne bouleverse rien, mais qui assurément se positionne comme LA bonne forme pour attirer le public. Revers de la médaille, *Lieux communs* de Baptiste Amann tente une chronique de notre contemporain en empruntant au thriller et à la satire politique, mais sans vraiment soutenir notre attention, faute de singularité. Entre les deux, citons par exemple *Los Dias Afuera* de l'Argentine Lola Arias, dont la simplicité et la linéarité du dispositif surprennent : ce récit choral très premier degré d'ex-détenues ressemble à la fois à de la comédie musicale et à une série documentaire bourrée de petits récits ; ou encore *Une ombre vorace* de Mariano Pensotti, récit croisé et haletant avec pour héros un alpiniste parti sur les traces de son père. Au-dessus de tout ça, le merveilleux *Quichotte* de Gwenaél Morin réfléchit justement au plaisir de raconter des histoires, dans un spectacle fait de pas grand-chose, et tout entier porté par cette foi pure dans le présent de la fiction, sa grâce et son enchantement.

LUCILE COMMEAUX

Bison affûté

Elohim Prandi Jovial et bon vivant, le costaud du hand français, qui s'est remis d'une agression au couteau, aborde les Jeux olympiques avec assurance.



C'est écrit en gros sur l'édifice qu'on aperçoit depuis le terre-plein qui jouxte le terminus Est de la ligne parisienne Balard-Créteil. La «Maison du handball» signe la réussite ostentatoire d'une fédération qui aligne sacres et breloques depuis trois décennies, hommes et femmes confondus. A l'intérieur, un lundi d'été, les joueurs de la sélection masculine s'ébrouent dans un tennis-ballon bruyant et rigolard, qui n'indique rien de l'échéance olympique à venir. Le paraphe de ceux qui ont beaucoup gagné. Parmi eux, Elohim Prandi (25 ans), «le meilleur arrière gauche du monde, voire le meilleur tout court», promet un glorieux ancien, n'est pas le moins jovial.

Déjà entré dans la postérité bleue par la grâce d'un jet-franc spatial à la dernière seconde d'une demi-finale suffocante à l'Euro de janvier, le natif d'Istres, 1,93 m pour un quintal ou presque, se déboutonne d'une voix douce, désarmant de fraîcheur, comme si le sport en haute altitude ne restait qu'un jeu de la prime enfance. Cheveux hirsutes, barbe en jachère et regard charbonneux, il n'hésite pas à se déloquer devant le photographe, tous tatouages dehors. «La génétique fait bien les

choses. Il a pris le meilleur de ses deux parents. L'explosivité et le pied de sa mère, Mézuela Servier (capitaine de l'équipe de France dans les années 90, ndr), et la puissance du haut du corps de son père, Raoul (quatrième aux JO d'Atlanta en 1996). Longtemps, il a été en avance physiquement; il lui a fallu progresser sur le QI handball», dépeint Franck Maurice, un ami de longue date de la famille qui fut son entraîneur à Nîmes.

Comme au volley ou au basket, ses voisins de gymnase, le hand enfante depuis quinze ans des lignées de joueurs de haut niveau (Karabatic, Mahé, Richardson...). Les deux se sont chiffonnés ensemble en région parisienne, loin du père de l'actuel joueur du PSG. «Quand mes parents se sont séparés, il y a eu comme un manque paternel qui a altéré mon comportement. J'avais une douleur difficile à apaiser», confie-t-il pour expliquer un début de carrière erratique, débuté à 16 ans à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). «J'ai fait le choix de le laisser se tromper tout en gravitant autour, explique Mézuela Servier, sa mère, qui travaille au conseil départemental du Val-de-

LE PORTRAIT

Marne. J'ai appris à mes deux enfants que tout acte a des conséquences. Les épreuves l'ont aidé à grandir, à trouver sa place et ça n'a pas été de tout repos.»

Même s'il est né dans les Bouches-du-Rhône, le «Bison», son surnom, a principalement grandi en Ile-de-France. Avant la vingtaine, il décide de mettre de la distance entre lui et les siens, et signe à Nîmes, histoire de prendre du bon temps tant qu'il est encore temps. Il sèche des entraînements en prétextant des pannes de voiture sans que son coach ne soit dupe, engloutit des plats de lasagnes à lui tout seul ou échoue un peu trop de liquide. Rien de renversant mais peu compatible avec l'hygiène putative du sport professionnel de l'époque. «Il a connu certaines errances, évoque, un brin élué, Franck Maurice, dont l'épouse est la marraine de Prandi. Beaucoup au début, un peu moins au milieu, presque plus à la fin. Il a progressé comme gamin, fait le tri.» Dans le Gard, le new kid on the block a appris la patience, gagné au forceps le respect d'un vestiaire rétif à laisser les clés de l'équipe à un môme, fût-il surdoué, et pas mal musardé en route. «En sélections de jeunes, où il a tout gagné, il avait toujours le chic pour poser la question qui énerve le coach», se souvient Jean-Louis Guichard, le président du comité des Pyrénées-Orientales et l'accompagnateur des sélections de jeunes, devenu son ami.

Chez les grands, Elohim Prandi connaît sa première cape à 21 ans avant de chiller en chemin. En 2021, il rate le Mondial et les JO de Tokyo pour cause de blessure ou d'un niveau insuffisant. Positif au Covid, il loupe un rassemblement avec l'équipe de France en vue de

l'Euro de janvier 2022 et reste cloîtré chez lui une semaine.

«C'était la libération de pouvoir sortir. J'étais avec deux amis et ma mère dans une soirée. Sur un malentendu, à cause d'une bouteille d'eau renversée, j'ai été pris à partie. Je ne cherche pas les ennuis mais j'ai été obligé de me défendre. Dans la bagarre, un gars m'a planté six coups de couteau dans le dos au niveau de la cage thoracique. J'ai douté mais les médecins m'ont rassuré. Peu à peu, j'ai eu envie d'y aller, de me refaire mal. Je n'aurais pas envie de donner raison à mes détracteurs», dit-il.

Après douze jours d'hôpital et avoir flôlé le précipice, il part en convalescence dans les Pyrénées-Orientales où Jean-Louis Guichard (75 ans) le bichonne. Depuis, il a développé une sorte de spiritualité tous azimuts («Je ne prie pas, ne vais pas à l'église mais j'ai fait en quelque chose au-dessus») et un goût pour les comédies au théâtre. «On apprend des pires situations. Cette agression l'a révélé à lui-même. Je l'ai vu se relever avec ses ingrédients à lui, il a pris les rênes de sa vie. Je ne suis pas une mère-poule même si j'ai appris à être plus démonstrative, je n'hésite pas à les clasher. L'essentiel, c'est d'être présent pour eux. Elohim a appris à être festif mais pas fêtard», promet Mézuela Servier.

Trois mois après l'attaque, le joueur du PSG (80 000 euros brut mensuel, selon certaines gazettes) rejoue au handball et n'est plus vraiment le même. Sur le terrain, il a pris la place de Nikola Karabatic, devenu une manière de mentor, et en dehors, il a appris à faire «des choix réfléchis, à rester concentré même s'il y reste un bon vivant.» Sa trajectoire lui a appris à ne pas trop faire de conjectures quant à un futur encore flou («Je suis seul dans la vie. Si ça arrive... Je suis bien là.») Après le 30 juin, les Français, alors en stage, ont échangé quelque peu sur le premier tour des législatives. «On prenait une direction critique. Des sportifs ont appelé à se mobiliser, heureusement. On ne dira jamais assez les bienfaits de l'immigration.» Sans doute tentera-t-il une aventure à l'étranger à la fin de son contrat, récemment prolongé jusqu'en 2028, comme sa mère l'avait essayée en Allemagne il y a trente ans. Toute sa vie, le «Bison» aura tenté d'être à la hauteur de ses géniteurs, internationaux brillants et singuliers. Tout au long de son parcours, il s'est cherché une figure de substitution à un père, qui désormais enseigne l'équitation en Normandie, trop longtemps éloigné. Un daron dont il n'a jamais oublié l'injonction: «Tu peux gagner tous les titres internationaux en sélections de jeunes, tant que tu ne joues pas en D1. que tu n'es pas en équipe de France, c'est facile, insignifiant.»

Par **RICO RIZZITELLI**
Photo **ROBERTO FRANKENBERG**

ÉTÉ

Libé

Lundi
22 juillet

Et aussi ■ Nos séries
d'été ■ Une page photo
■ Deux pages de
BD ■ Le quiz de l'été...

Drôle d'été pour une rencontre

Joan Baez et Bob Dylan, Fidel
Castro et Che Guevara, Adam et
Eve, le Petit Prince et le renard...
Tout l'été, «Libé» vous raconte la
magie des premiers instants. Pour
le meilleur ou pour le pire.



MARC-ANTOINE ET CLÉOPÂTRE UNE TRAGÉDIE ROME ANTIQUE

Richard Burton (Marc-Antoine) et Elizabeth Taylor (Cléopâtre) dans le Cléopâtre de Mankiewicz (1943). PHOTO SILVER SCREEN COLLECTY

Marc-Antoine et Cléopâtre, la flamme fatale

Coup de foudre Quand l'ex-bras droit de César monte sur le bateau de la reine d'Egypte en -41, il scelle sans le savoir le destin de leurs deux pays. Et fait naître une légende qui inspirera Shakespeare et Hollywood.

Par
FABRICE DROUZY

A quoi pouvait donc penser Marc-Antoine en découvrant dans le lointain, étincelant de soleil, ce navire s'approchant de la côte ? Toute la ville s'était massée sur le port et le général romain, en maugréant, avait dû suivre le mouvement. Il était maintenant face à cette nef imposante « dont la poupe était d'or, les voiles de pourpre et les avirons d'argent, leur mouvement cadencé au son des flûtes, qui se mariait à celui des chalumeaux et des lyres ». Les deux rives du fleuve Cydnus étaient imprégnées de l'odeur des parfums qu'on brûlait dans le vaisseau, « couvertes d'une foule immense qui accompagnait Cléopâtre ; et l'on accourait de toute la ville pour jouir d'un spectacle si extraordinaire ». Bientôt la reine parut, magnifiquement parée « et telle qu'on peint la déesse Vénus, couchée sous un pavillon brodé en or. De jeunes enfants, habillés comme les pétries peignent les Amours, étaient à ses côtés avec des éventails pour la rafraîchir. Ses femmes, toutes parfaitement belles, vêtues en Néréides et en Grâces, étaient les unes au gouvernail, les autres aux cordages... Ces descriptions ont rien d'émphatiques sont de Plutarque, extraites de son livre sur la vie de Marc Antoine. Car près de cent ans après les faits (1), quand il écrit son ouvrage, la rencontre est restée dans les mémoires. Il faut dire que rien ne présageait un tel face-à-face. Et encore moins que son dénouement allait changer la face de Rome.

Tout avait commencé par une missive impérieuse. Antoine (la postérité le connaît autant sous ce nom qu'avec sa version composée) exigeait que la reine d'Egypte parût devant lui à Tarse, alors capitale de la province romaine de Cilicie (actuelle Turquie) afin de « se justifier de l'aide qu'elle avait apportée à Cassius » durant la guerre civile qui venait d'opposer les « républicains », meurtriers de César, à ses héritiers Octave et Antoine. Après la bataille de Philippi (en -42, un an plus tôt), ce dernier, grand artisan de la victoire, s'était réservé la réorganisation des provinces d'Orient, Octave restant maître de celles d'Occident. La *pax romana* revenue, l'heure des comptes avait sonné.

Un «Antoine» dans l'âme

Il faut dire que la position de l'Egypte n'avait guère été claire... Pourtant mère du petit Césarion, fils de Jules César, la reine avait louvoyé durant les trois années de conflits qui avaient suivi la mort du vainqueur des Gaules. Sommée par



Henry Wilcoxon (Marc-Antoine) et Claudette Colbert (Cléopâtre) dans *Cléopâtre* (1934). PHOTO GRANGER COLLINS AURIMAGES



Cleopâtre de John William Waterhouse (circa 1887). PHOTO CHRISTIE'S IMAGE/BRIDGEMAN IMAGES

Cassius de le soutenir, Cléopâtre l'avait fait lanterner. Puis Antoine lui ayant demandé l'aide de sa flotte, elle avait fait mine d'accepter avant de prétexter une tempête pour garder ses bateaux au port. Bref, la pharaonne avait fort à craindre du courroux romain. Depuis longtemps, l'Égypte n'était plus qu'un protectorat. Pour s'être révoltée contre le pouvoir romain, sa propre sœur Arsinoé IV avait été traînée derrière un char durant le triomphe de César, en -46. Cléopâtre allait-elle connaître le même sort ? C'était mal la connaître. A 28 ans, la reine d'Égypte n'était plus l'adolescente potelée que Marc-Antoine avait sans doute croisée quelques années plus tôt quand les légions romaines étaient venues remettre de l'ordre dans les affaires du royaume. Elle régnait désormais seule, après avoir fait empoisonner son deuxième époux-frère Ptolémée XIV. A la tête du pays le plus riche de l'Antiquité, grenier à blé de la Méditerranée et civilisation

plusieurs fois millénaire (même si elle n'est elle-même que la descendante d'un général macédonien de l'armée d'Alexandre), Cléopâtre sait qu'elle peut compter sur ses charmes. Était-elle pour autant cette femme lascive, bombe sexuelle que personifiaient la littérature puis le cinéma sous les traits de Liz Taylor ou Monica Bellucci ? Sur les pièces de monnaie, elle apparaît avec un petit front, de grands yeux, une mâchoire développée, un nez courbé... Bref, sans être laide, elle n'a rien de la « perfection hollywoodienne » qui reste tenace dans l'esprit du grand public, rappelle l'égyptologue Florence Quentin (2). Propos que confirmait déjà Plutarque : « On prétend que sa beauté, considérée en elle-même, n'était pas si incomparable qu'elle ravit d'étonnement et d'admiration : mais son commerce avait un attrait auquel il était impossible de résister ; les agréments de sa figure, soutenus des charmes de sa conversation et de

un heureux naturel, laissaient dans l'âme un aiguillon qui pénétrait jusqu'au vif. »

Face à cette femme parlant une demi-douzaine de langues, experte en intrigues et jeux de pouvoirs, comme le soulignent ses biographies, le bel Antoine ne pouvait que succomber. Le général victorieux a alors un peu plus de 40 ans. A l'op-

De cette rencontre fulgurante allaient naître les germes d'une nouvelle guerre civile et l'acte de naissance d'un empire qui allait régner sur le monde pendant un demi-millénaire.

posé du retors et chétif Octave, c'est un bon vivant adulé par ses troupes, aimant le vin et la fête. N'a-t-il pas, dit-on, défilé ivre sur un char, à Ephèse, accompagné de jeunes esclaves dénudées ? Loin de châtier les cités grecques qui avaient soutenu ses rivaux, il a multiplié les amnisties et gagné le surnom de « Porte-Joie », nouveau « Dionysos Bacchus, plein de grâces ». En bon politique, il sait également qu'il vaut mieux laisser les États être gouvernés par leurs rois qui assurent l'ordre et se chargent de lever l'impôt. Cléopâtre et lui ont d'ailleurs des intérêts communs. « La souveraine avait besoin de la puissance de Rome pour asseoir sa position sur le trône égyptien. Marc-Antoine, lui, devait faire de l'Égypte la pierre angulaire de l'Orient romain », résume l'historien Pierre Renucci, auteur de *Marc-Antoine* (Perrin, 2015).

Des ambitions noyées dans un bain de sang

Revenons à Tarse où le vaisseau de Cléopâtre vient enfin d'accoster sous les vivats de la foule. Refusant l'invitation d'Antoine, Cléopâtre invite le général sur son navire. « Il trouva chez elle des préparatifs dont la magnificence ne peut s'exprimer ; mais rien ne le surprit tant que l'immense quantité de flambeaux qu'il vit allumés de toutes parts, et qui, suspendus au plancher ou attachés à la muraille, formaient avec une admirable symétrie des figures carrées et circulaires », écrit Plutarque. De toutes les fêtes dont l'histoire nous a conservé le détail, on n'en connaît pas de si brillante. Un son et lumière, à la démesure de la reine. Une rencontre entre la déesse de l'amour et Dionysos, dieu des excès. La nuit même, raconte la légende, ils devinrent amants. Et comme un grand amour se nourrit de petites attentions, Cléopâtre demanda dans la foulée la tête de sa sœur Arsinoé, alors réfugiée à Ephèse, qu'Antoine lui accorda bien volontiers.

De cette rencontre fulgurante, ce coup de foudre, allait naître rien moins que les germes d'une nouvelle guerre civile et l'acte de naissance d'un empire qui allait régner sur le monde pendant un demi-millénaire. Car si les historiens ont retenu l'année -27 (quand Octave devient empereur sous le nom d'Auguste) comme date fondatrice de l'Empire romain, c'est bien l'alliance entre Marc-Antoine et Cléopâtre qui va sceller le destin de Rome.

Le consul rejoint la pharaonne à Alexandrie où il épouse bientôt le style de vie et les mœurs du pays. Ce qui n'était au départ que calcul politique et ambition se transforme en passion qui va durer dix ans.

Une union qui rebat les cartes, puisqu'il n'est plus question de privilégier Rome mais bien de créer un nouvel État dont le Nil serait la colonne vertébrale et dont Césarion (fils de Jules César et de Cléopâtre) et les trois enfants du couple seraient les futurs héritiers. Inacceptable pour Octave, qui se pose alors habilement en défenseur de la civilisation romaine contre les ambitions de Cléopâtre et la « déviance orientalissime » d'Antoine qui, au passage, rompu avec son épouse romaine, la sœur... d'Octave.

Les tensions débouchent naturellement en -31 sur une nouvelle guerre civile entre Antoine et Octave. Qui se conclut par la défaite navale d'Actium, noyant dans un bain de sang les ambitions de Marc-Antoine et Cléopâtre qui regagnent l'Égypte en abandonnant tout espoir de lutte armée. Ils se suicideront un an plus tard à douze jours d'intervalle. Peu après, Césarion qui était retourné à Alexandrie en espérant la mansuétude d'Octave, est étranglé dans la pièce où il attendait la visite de celui qui se disait « son frère affectueux ». L'Égypte est réduite au statut de simple province et débute son long déclin.

Fin de l'histoire et début de la légende noire des amants du Nil (3) décrits comme dépravés, décadents et païens par tous les thuriféraires de l'empereur et de ses successeurs (à commencer par Plutarque). Et qui traversera les siècles, comme en témoignent les premiers vers de la tragédie *Antoine et Cléopâtre* de Shakespeare : « En vérité, cet amour de notre général passe la mesure. Ses beaux yeux, qu'on voyait, au milieu de ses légions rangées en bataille, étinceler, comme ceux de Mars armé, maintenant tournent leurs regards, fixent leur attention sur un front baigné. [...] Regarde, les voilà qui viennent. Observe-le bien, et tu verras en lui la troisième colonne de l'univers devenue le jouet d'une prostituée. Regarde et vois. » (Tirade de Philon, acte I scène 1).

Reste pourtant la légende d'une passion plus forte que la politique, née lors d'une rencontre sur un bateau couvert d'or et de pierreries, une nuit d'été, sur les bords de la Méditerranée. ♦

(1) Né en l'an 46 en Grèce, donc près de quatre-vingts ans après la mort de Marc-Antoine. Plutarque n'est pas un témoin direct mais s'appuie sur l'importante littérature (souvent à charge) à sa disposition.

(2) Dans son ouvrage *l'Égypte ancienne, vérités et légendes* (éditions Perrin).

(3) Titre de la biographie que leur consacre le journaliste Paul-Jean Franceschini (Acropole, 2000).

DEMAIN AGNÈS JAOUT ET CHAU FERRARI

Tintin, scout que coûte

Le vrai du faux (2/6) Les héros de fiction s'inspirent parfois de personnes réelles. Aujourd'hui, le journaliste d'Hergé, à l'origine un Danois de 15 ans ayant effectué le tour du monde.

Une bouille ronde, une casquette, des pantalons de golf et un imper. La photo en noir et blanc prise en 1928 sur la place Rouge ne nous permet pas de savoir si la veste était bien marron et le pull bleu ou jaune (comme dans les premiers volumes). Mais le cliché ne laisse guère place au doute.

Tournée. Palle Huld, ce boy-scout danois ayant gagné un tour du monde organisé par un quotidien local alors qu'il n'avait que

15 ans, est bien le personnage dont s'est inspiré Hergé pour créer Tintin.

Cette année-là, à l'occasion du centenaire de la naissance de Jules Verne, le journal danois *Politiken* organise un concours pour sélectionner un jeune à qui sera offert un voyage autour du monde. Comme Phileas Fogg en 1872 dans le *Tour du monde en 80 jours*, il ne devait emprunter que les moyens de locomotion du XIX^e siècle. C'est un scout danois de 15 ans, Palle Huld, qui est choisi pour ce périple de quarante-cinq jours, au final sans grand intérêt. Angleterre, Canada, Japon, Asie centrale, Russie... «L'aventure» s'achève avec une tournée française, de Paris à Amiens, où l'adolescent dépose une couronne sur la tombe de Jules Verne. Les jour-

naux multiplient les papiers positifs sur ce «grand garçon de 1 m 70 aux larges épaules, au regard franc et rieur» doté d'une «crânerie, d'un esprit de décision et d'une gaieté que bien des hommes lui envieraient». Puis en avril 1928, à l'occasion du retour du jeune rouquin, une manifestation est organisée devant les locaux de *Politiken* où 20 000 personnes sont amassées sur la place de l'hôtel de ville de Copenhague pour l'acclamer... Une scène que l'on retrouvera dessinée à l'identique dans le premier album d'Hergé, dans laquelle Tintin et Milou, de retour du pays des Soviets, saluent la foule du haut des balcons de son journal imaginaire.

Entourage. Car moins d'un an après le voyage de Palle, le 10 janvier 1929, le reporter à la houppe faisait sa première apparition (en route pour l'URSS via Berlin) dans le *Petit Vingtième*, le supplément hebdomadaire du quotidien bruxellois dans lequel travaillait le jeune Hergé. Le début d'une épopée qui fera à son tour le tour du monde avec 270 millions d'exemplaires vendus (en 2019) traduits dans plus de 110 langues.

Quant à Palle Huld, il retournera à un relatif anonymat, tournera dans une quarantaine de films au Danemark, vivra jusqu'à 98 ans et (jaloux du succès de son double de papier ?) affirmera longtemps ignorer cette influence car il n'a «jamais lu de bandes dessinées».

Hergé, lui, continuera à pulser dans son entourage et l'actualité les traits de caractère de ses personnages : le professeur Tournesol est la copie conforme de l'astrophysicien Auguste Piccard ; la Castafiore, celle de la cantatrice Florence Foster Jenkins ; Tchang, l'avatar d'un jeune peintre et sculpteur ; et enfin les Dupond et Dupont, le père d'Hergé et son frère jumeau Léon... Quant à Milou, on laissera la psychanalyse conclure : son nom vient d'une ancienne petite amie d'Hergé, Marie-Louise Van Cutsem, surnommée «Milou».

FABRICE DROUZY



Palle Huld en 1928. PHOTO DAMGAARD HOLGER AP



DESSIN HERGÉ. TINTINIMAGINATO

DEMAIN LE VRAI HERGÉ ET TINTIN

La Guadeloupe et Kassav', zouk magie

A chaque île son artiste (2/6) Leur musique a profondément marqué leur île. Aujourd'hui, le groupe antillais, pensé comme un laboratoire d'idées et devenu un phénomène mondial.

Détenteur du record des Zénith, et sans aucun doute l'un des combos français les plus connus dans le monde, Kassav' est plus qu'un

groupe, c'est un phénomène planétaire capable de remplir tout autant le Stade de France que celui de Luanda en Angola. Sa recette ? Une bande originale, ce bon vieux zouk qui représentait «la musique du futur» selon Miles Davis himself. Qui l'eut cru quand on sait que ce groupe dont le nom s'inspire de la galette de manioc typique de Pointe-à-Pitre s'entendait plutôt à ses débuts comme un laboratoire d'idées cherchant à valoriser les musiques racines. Apparu à la fin des années 70, en pleine période de crise identitaire

dans les Antilles françaises, il va bientôt déferler en France, puis imposer son originalité de Tokyo à Rio de Janeiro, et ce sans jamais renoncer à chanter en créole, ni perdre son crédit au fil des générations de sa fan base 100 % locale. «Notre musique se devait d'être "antillaise", c'est-à-dire reconnue par les Antillais contrairement à ce qu'il se passait alors avec la world music : il s'agissait d'une musique anglosaxonne avec un chanteur du tiers-monde, chantant parfois dans sa langue, qui n'avait pas de véritable écho populaire dans le pays d'ori-

gine. Nous voulions avant tout jouer pour notre public, et fort de cette base "authentique", nous avons alors pensé toucher l'extérieur», se remémorait le guitariste Jacob Desvarieux, leader et cofondateur, dans *Libération* en 2016. L'écho justement fut tel que la Guadeloupe ainsi que la Martinique vont dès lors entrer dans le grand concert «mondialisé». Certes, avant d'en arriver là, d'autres musiciens, le saxophoniste Robert Mavounzy pour n'en citer qu'un, et d'autres musiques, la biguine en tête, avaient déjà œuvré pour la

reconnaissance de cette culture à part entière dans le paysage français. Mais rien de la portée de Kassav', dont le nom va imprimer sur tout le continent africain, et bien au-delà puisque ce sera le premier groupe noir à jouer en URSS ! Pour la mesurer, il suffit de se souvenir du raz-de-marée d'hommages sur les réseaux sociaux à l'annonce de la mort de Jacob Desvarieux voici trois ans.

JACQUES DENIS

DEMAIN
IBIZA ET JOSÉ PADILLA



Etals précieux

Hors d'œuvres (1/5) Il n'y a pas que le «hors champ» ou le «hors cadre»... Cet été, le service photo de «Libé» invite à découvrir d'autres espaces en marge. Aujourd'hui, Charles Negre et les trottoirs des fins de marché.

Quand le marché se vide, les débris abandonnés deviennent les résidus poétiques d'un ballet mêlant le végétal et la pollution urbaine. Au cœur de plusieurs marchés parisiens tous ces débris périment dans l'attente d'être jetés, balayés ou bien récupérés. Charles Negre à travers sa série publiée dans *Sidewalk Stills* édité par RVB Books sublime ces déchets et en fait de véritables tableaux. Inspiré par l'ambiguïté entre le *still life* (toujours vivant) et la nature morte, il interroge l'éphémère.

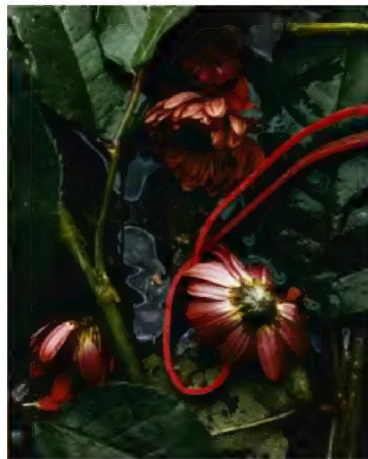
Dans la lignée d'Irving Penn et *les Glaneurs* et la *Glaneuse* de Varda, patte de poulet, ticket de caisse et mégots prennent des airs de vanité contemporaines, ou la beauté émerge de l'ordinaire et de l'oubli. Dans ces photographies, il y a une approche macro-organique qui invite à parcourir la matière avec une précision méticuleuse, révélant des détails insoupçonnés. Les textures et les nuances des couleurs fanées explorent nos sens et la décomposition devient une toile vivante.

LAURE TOUTIN

CHARLES NEGRE
Né en 1988
Travaille à Paris.

Retrouvez notre diaporama
sur liberation.fr

Extraits de *Sidewalk Stills*, CHARLES NEGRE



Ce soir, c'est cauchemar

Par Nicole Claveloux éditions Cornélius





Que se passe-t-il dans la tête de Nicole Claveloux lorsque s'endort ? Il y a d'abord Loïc La-lune, le chef décorateur de l'imagination, Lili et Zizi Frisson, spécialistes des sensations, ou encore Madame Reine Bancalé, experte de la mémoire en charge des archives et bien sûr la Grande directrice, Nicole Claveloux elle-même. Mais voilà qu'une belle nuit débarque Charles Chaposec, responsable discrètement du département «Logique et raison», un homme rigide qui souhaite effectuer un contrôle de gestion dans le secteur des rêves. Et c'est ainsi que notre joyeuse bande s'embarque dans un voyage haut en couleur au pays des songes et des cauchemars...



CE SOIR, C'EST CAUCHEMAR
de NICOLE CLAVELUX
Cornélius,
coll. Solange, 88 pp.,
23,50 €.
A paraître
le 12 septembre.

LE PUZZLE DE COCO



Retrouvez dans chaque parution du 13 juillet au 25 août 2024 une pièce du puzzle à reconstituer et à renvoyer à :
Libération - Puzzle 2024 - 113 avenue de Choisy - 75013 Paris. A gagner : un dessin original et dédié à Coco (dix gagnants tirés au sort).

Règlement complet sur Libération.fr ou en flashant ce QR code.



LE QUIZ DU JOUR

Les prénoms des rois de France

Par JOHANNA LUYSEN et GUILLAUME TION

1 Comment appelle-t-on un vivier de prénoms ?
A Un prénomaire.
B Un stock onomastique.
C Un antonomase.
D Une antonomase.

2 Lequel de ces prénoms n'a jamais été donné à un roi de France ?
A Clodomir.
B Chilpéric.
C Caribert.
D Anne-Marie.

3 Lequel de ces prénoms a été donné à un roi de France ?

A Jean-Claude.
B Matthias.
C Bob.
D Raoul.

4 Si, devenu-e roi de France, vous vous étiez appelé-e Carloman, quel numéro porteriez-vous ?
A II.
B IV.
C VI.
D DCCLXII.

5 Quel prénom a connu le règne le plus court ?
A Eudes, un an.
B Sigebert (II), quelques mois.
C Jean (I^{er}), quatre jours.
D Louis (XIX), vingt minutes.

6 Il fut tué par un cochon qui renversa son cheval à Paris en 1131. Il s'agit de...
A Gaston.
B François.
C Philippe.
D Napoléon.

7 Quel numéro IX est mort en croisade à la fin du XIII^e siècle ?
A Louis.
B Dagobert.
C Henri.
D Aucun roi n'est mort en croisade.

8 Philippe I^{er} (1052-1108) premier prénom grec des rois de France, était le fils de...
A Anne de Kiev.
B Athéna d'Angoulême.
C Stéphane II de Bern.
D Philippe Zéro, dit « le Nul ».

9 Combien y a-t-il eu de Charles III dans l'histoire ?
A Un seul, Charles III dit « le Proluxe ».
B Deux, « le Gros » et « le Simple ».
C Une indénombrable infinité.
D Il n'y a jamais eu de Charles III mis à part celui qui règne aujourd'hui au Royaume-Uni.

10 Quel roi de France a démocratisé la poule au pot ?
A Clovis.
B Louis (XVI).
C Henri (IV).
D Poul (Pot).

11 Le prétendant légitimiste qui revendique aujourd'hui le trône de France s'appelle...
A Jean-Paul (III).
B Emmanuel (I^{er}).
C Louis (XX).
D Marceau (VI).

UN POCHE POUR LA PLAGE



Aujourd'hui, l'intégrale des interventions du docteur Vertical, rédigées par un médecin urgentiste de montagne.

Aline a finalement été sortie de sa crevasse. Sortie oui, mais sauvée ? Sa température affiche 13,7°C ! Sur l'arête Midi Plan, dans le massif du Mont-Blanc, un skieur pressé a lui, chuté et dévalé l'a-pic. Coup de bol, il s'est écrabouillé sur un sérac... Encore faut-il le récupérer. Un homme est victime d'un infarctus à près de 3000 mètres d'altitude, l'hélico arrivera-t-il à l'évacuer alors que la tempête se lève ? Pendant ce temps, dans la vallée, à l'hôpital de Chamonix, la police poursuit son enquête sur

le meurtre d'une jeune Suédoise et un vol de GHB, la drogue des violeurs... Bienvenue dans l'univers survitaminé d'Emmanuel Cauchy, alias docteur Vertical. Ce médecin urgentiste a monté en 1996 le département de médecine de montagne de l'hôpital de Chamonix et a été l'un des premiers à embarquer avec les sauveteurs à bord d'un hélicoptère. De ses expériences (réunies précédemment en chroniques chez Glénat), il a tiré une série de petits polars. *Frisson fatal*, *Morte et blanche*, *Silence glacial*, *Urgence vitale* racontent donc au plus près la vie des secouristes en montagne. A ces histoires de sauvetages et d'accidents dignes d'*Urgences* ou de *Dr House*, l'auteur a ajouté une trame de fiction courant sur les quatre volumes, mêlant contrebande, assassinats, vengeance et amour.

On ne décroche pas un instant. A glisser impérativement dans une poche du sac pour dévorer le soir au refuge.

FABRICE DROUZY

EMMANUEL CAUCHY
LES CHRONIQUES DU DOCTEUR VERTICAL
Glénat, 848 pp., 30 € (le coffret de quatre livres)

LE CHIFFRE À LA CON

